The background image shows three young girls in school uniforms sitting on a stone ledge. They are in front of a building that has been severely damaged, with exposed wooden beams and crumbling walls. One girl is wearing a pink jacket, another a red vest, and the third a dark blue sweater. The scene is set in a rural, mountainous area under a cloudy sky.

Document sur les enseignements tirés: répondre aux séismes



ALNAP est un réseau international d'organisations humanitaires engagées dans l'amélioration de la réponse aux crises humanitaires. ALNAP rassemble des agences des Nations Unies, des membres du mouvement de la Croix-Rouge/Croissant Rouge, des ONG, des bailleurs de fonds, des universitaires et des consultants.

www.alnap.org

Depuis près de 15 ans ALNAP diffuse les leçons apprises au cours des réponses humanitaires passées. Pour consulter les autres rapports rassemblant ces leçons, rendez-vous sur le site:

www.alnap.org/our-topics/lessons-for-response

Citation suggérée

Juillard, H. and Jourdain, J. (2019) Document sur les enseignements tirés: répondre aux séismes. ALNAP/ODI: Londres

Gestion de la communication

Cara Casey-Boyce

Conception de la mise en page

Alex Glynn

Marque et conception

Nicholas Martin, YeahYou Design

Révision

Kathryn O'Neill

Illustration de la couverture et de la dernière page

Des jeunes étudiantes assises devant leur école endommagée dans le district de Dolakha, Népal. Photo : Owen Raggett.

© ALNAP/ODI 2018. Ce travail fait l'objet d'une licence aux termes d'une licence de type « Creative Commons Attribution-Non Commercial » (CC BY-NC 3.0).

ISBN 978-1-910454-79-4

ALNAP remercie l'Irish Aid pour son appui financier à la mise en œuvre cette initiative.



Irish Aid

Department of Foreign Affairs
An Roinn Gnóthai Eachtracha

Contenu

Remerciements	5
Abréviations et acronymes	6
Introduction	8
Méthodologie	10
Leçons apprises	12
A. À toutes étapes du cycle de projet	12
Leçon 1 : Interagir largement avec les acteurs locaux et nationaux présents sur le terrain et ce dès le départ - même les communautés et les autorités les plus affectées disposent de certaines capacités après un tremblement de terre	12
Leçon 2 : Tenir compte du secteur privé et ne pas y nuire pour s'assurer de la continuité des activités commerciales après un tremblement de terre	14
Leçon 3 : Ne pas laisser la faiblesse des infrastructures et les difficultés d'accès entraver la communication, surtout avec les communautés isolées	14
Leçon 4 : S'assurer que les questions transversales comme le genre, la sécurité et l'environnement sont incorporées à toutes les étapes de la réponse	15
B. Évaluation des besoins et analyse	18
Leçon 5 : Réaliser des évaluations des besoins approfondies qui reconnaissent et identifient de façon différenciées les conséquences d'un tremblement de terre sur les différents groupes de populations	18
Leçon 6 : Suivre les bonnes pratiques établies pour les évaluations des besoins et reconnaître les défis spécifiques que cela représente dans les zones urbaines	19
Leçon 7 : Réaliser des évaluations des besoins permettant d'éviter l'exacerbation des tensions entre les communautés d'accueil et les déplacés internes	20
C. Planification stratégique	21
Leçon 8 : Localiser des espaces pour stocker les débris et, le cas échéant, utiliser, à court terme, une modalité d'aide conditionnelle pour les déblayer	21
Leçon 9 : Anticiper les problèmes liés à l'absence de documentation et à la complexité des régimes fonciers	22
D. Mobilisation des ressources	24
Leçon 10 : Mobiliser des capacités d'intervention d'urgence suffisantes et appropriées	24
E. Mise en œuvre	25
Leçon 11 : Tenir compte de l'évolution rapide des besoins de santé suite à un tremblement de terre. Avoir conscience que des épidémies sont susceptibles de se produire	25

Leçon 12 : Accorder la priorité à la réparation des structures existantes, soutenir la reconstruction par les communautés, préserver l'héritage architectural et utiliser le relogement et la réinstallation en dernier recours	26
Leçon 13 : Faire preuve de prudence lors de l'installation d'abris de transition, ceux-ci peuvent entraver la reconstruction à long terme	28
Leçon 14 : Traiter de front les besoins immédiats et long terme en matière d'éducation	29
F. Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (MEAL)	30
Leçon 15 : Reconnaître la valeur du suivi évaluation et surmonter les obstacles	30
G. Coordination	32
Leçon 16 : Consacrer suffisamment de temps et d'efforts à la coordination afin d'éviter des impacts négatifs sur la réponse	32
Notes en fin d'ouvrage	34
Bibliographie	36

Remerciements

Ce document a été rédigé par Hélène Julliard et Joris Jourdain par Kry Aid Consulting sous la supervision de l'Agente de Recherche Senior Leah Campbell. Nos remerciements vont également au Secrétariat d'ALNAP pour la révision du document, en particulier à Neil Dillon. Trois entretiens ont été menés avec Abhijit Bhattacharjee, David Sandersonn et Maggie Stephenson lors du lancement du processus de recherche.

Abréviations et acronymes

ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance (réseau actif d'apprentissage pour la responsabilisation et la performance)
CBDM	community-based disaster management (gestion communautaire des catastrophes)
CCCM	camp coordination and camp management (coordination de camps et gestion de camps)
CfW	cash-for-work (argent contre travail)
CSO	civil society organisation (organisation de la société civile – OSC)
DRR	disaster risk reduction (réduction des risques de catastrophe – RRC)
ECHO	European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes)
FfW	food for work (nourriture contre travail)
GDP	gross domestic product (produit intérieur brut – PIB)
HIME	humanitarian information management and exchange (gestion et échange d'informations à caractère humanitaire)
IASC	Inter-Agency Standing Committee (Comité permanent inter-organisations – CPI)
IDP	internally displaced person (déplacés internes)
IFRC	International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – FICR)
IIED	International Institute for Environment and Development (Institut International pour l'Environnement et le Développement – IIED)
IOM	International Organization for Migration (Organisation internationale pour les migrations – OIM)
IPPF	International Planned Parenthood Federation (Fédération internationale pour la planification familiale – IPPF)
KYC	Know Your Customer (réglementation “connais ton client”)
MDTF	Multi-Donor Trust Fund (Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs – FFMD)
M&E	monitoring and evaluation (suivi et évaluation – S&E)
MEAL	monitoring, evaluation, accountability and learning (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage)
NGO	non-governmental organisation (organisation non gouvernementale – ONG)
NRC	Norwegian Refugee Council (Conseil norvégien pour les réfugiés – CNR)
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires – BCHA)
PAHO	Pan American Health Organization (Organisation panaméricaine de la santé – OPS)
PASSA	participatory approach for safe shelter awareness (approche participative pour la sensibilisation aux abris sûrs)

PDNA	post-disaster needs assessment (évaluation des besoins après la catastrophe)
RCT	randomised controlled trial (essais randomisés et contrôlés)
SRH	sexual and reproductive health (santé sexuelle et reproductive)
UCT	unconditional cash transfer (transferts monétaires inconditionnels)
UNDP	United Nations Development Programme
UNDAC	United Nations Disaster Assessment and Coordination
UNISDR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction
WASH	water, sanitation and hygiene

Introduction

Les tremblements de terre sont des catastrophes présentant des caractéristiques spécifiques. Ils détruisent les infrastructures de transports (par ex. les routes, les ponts) et peuvent ainsi empêcher non seulement la communication mais également l'accès physique aux zones touchées. Suite à un séisme, de grandes quantités de débris peuvent bloquer les routes et autres voies de transport. Ces débris doivent donc être déblayés avant que les travaux de reconstruction ne puissent commencer. Les tremblements de terre peuvent aussi causer de nombreuses blessures voir de décès du fait de l'effondrement des bâtiments. Par ailleurs, les effets des tremblements de terre ont tendance à se concentrer sur une zone géographique plus restreinte que lors d'autres types de catastrophes naturelles (Cosgrave, 2008).

Les tremblements de terre peuvent être suivi de répliques sismiques ou de secousses secondaires pouvant perturber les opérations de secours et d'évacuation, et entraînant ainsi une réaction en chaîne. Par exemple, le tremblement de terre au Japon en 2011 a été suivi d'un tsunami et d'une série d'accidents nucléaires. De même, le tremblement de terre en Haïti a été suivi par une épidémie de choléra, qui n'a fait qu'empirer la situation (Grünewald et al., 2011: 16). Enfin, les tremblements de terre se produisent à une fréquence moindre que d'autres catastrophes, les mesures visant à la réduction des risques de catastrophe (RRC) ont donc tendance à mettre l'accent sur d'autres types d'évènements plus communs (Cosgrave, 2008).

Dans des États fragiles ou en voie de développement, les tremblements de terre à grande échelle peuvent inverser la courbe de la croissance et de l'amélioration des conditions de vie pour plusieurs années voir décennies. Bien qu'il soit impossible d'éradiquer les tremblements de terre, il est néanmoins possible de s'y préparer et de tirer les enseignements des expériences passées. Ces leçons apprises sont l'occasion de renforcer les réponses humanitaires et de reconstruire suivant le principe du « reconstruire en mieux » ('building back better')

Ce rapport examine la littérature, publiée et celle informelle, portant sur les réponses aux tremblements de terre afin d'en tirer les leçons apprises. Ce document couvre tout type de tremblement de terre, à condition qu'il se soit produit sur la terre ferme.¹ Nous utilisons la définition du Munich RE, selon lequel un tremblement de terre est une « secousse sismique dont les origines naturelles se situent en dessous de la surface de la terre. Une distinction est établie entre les séismes tectoniques, volcaniques, d'effondrement et les tsunamis en fonction de la cause » (Munich RE, 2015). Les leçons présentées dans ce rapport portent sur les réponses humanitaires passées et ce quel que soit leurs objectifs sectoriels ou multi-sectoriels. On entend par réponses humanitaires les actions ayant pour objectif de « sauver des vies, alléger la souffrance et maintenir la dignité humaine pendant et après les crises d'origine humaine et les catastrophes causées par les dangers naturels » (Development Initiatives, 2018). Suite à l'examen de la littérature effectué pour ce rapport, il apparaît que les réponses humanitaires à un tremblement de terre portent principalement sur les secteurs suivants : gestion des débris, abris, santé, moyens de subsistance et reprise économique, eau, hygiène et assainissement (EHA), éducation, sécurité alimentaire, nutrition et protection. Lorsque cela est pertinent, les leçons sont présentées d'une manière spécifique au secteur auquel elles ont trait.

L'objectif premier de ce rapport est d'améliorer les réponses humanitaires faisant suite aux séismes en se basant sur les expériences passées de réponse à des catastrophes comparables. Ainsi le rapport a vocation à mettre en évidence les caractéristiques qui devraient être incluses dans les réponses humanitaires futures aux tremblements de terre. L'audience des rapports d'ALNAP étant principalement composée de travailleurs humanitaires,² ce rapport est organisé selon les différentes phases du cycle de projet afin de déterminer ce qui peut être amélioré à chaque étape.

La structure du rapport reflète les six phases du Comité permanent Inter-Organisations (CPI)/ Inter-Agency Standing Committee (IASC) que tout projet humanitaire devrait inclure : (A) évaluation des besoins, (B) analyse, (C) planification stratégique, (D) mobilisation des ressources, (E) mise en œuvre, et (F) suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (MEAL).

Ce rapport cherche donc à répondre à la question de recherche suivante :

Suivant les étapes cycle de projet, quelles leçons sectorielles et multisectorielles peuvent être tirées des réponses humanitaires aux tremblements de terre depuis 2008?³

La section suivante expose en détail la méthodologie utilisée pour faire ressortir les leçons apprises et la section subséquente met en lumière ces leçons à travers chaque étape du cycle de projet.

Méthodologie

Ce rapport est le résultat d'un examen structuré de la documentation disponible, effectué entre juin et août 2018. La méthodologie utilisée est fondée sur celle décrite dans 'Lessons papers: A Methods note', rapport élaboré par le secrétariat d'ALNAP en 2017 (Dillon and Campbell, 2018). Un rapport de démarrage a été préparé par Key Aid Consulting et approuvée par ALNAP en juin 2018. Son objectif était de s'assurer de la rigueur de l'examen de la littérature tout en maintenant une approche inclusive vis-à-vis des preuves produites par le système humanitaire. Une description détaillée de la méthodologie figure en Annexe de ce document.

Ce rapport se base sur un large spectre de documents (par ex. articles académiques, rapports d'évaluation et de leçons apprises) publiés depuis 2008 et couvrant les tremblements de terre importants comme ceux survenus au Pakistan (2005), en Chine (2008), en Haïti (2010), en Nouvelle-Zélande (2011), au Japon (2011) et au Népal (2015). Il exclut délibérément les leçons relatives à la préparation aux catastrophes en mettant exclusivement l'accent sur les réponses faisant suite au tremblement de terre. En effet, les interventions relatives à la préparation aux tremblements de terre pourraient faire l'objet d'un rapport entièrement séparé.

Pour certains secteurs spécifiques (par ex., l'évacuation des corps, la collaboration avec les équipes de recherche et de secours ou le traitement des matériaux dangereux), nous avons trouvé peu d'informations dans les documents examinés. Ce rapport ne couvre donc pas ces sujets de manière spécifique et détaillée. Ce rapport comprend également un nombre limité de leçons dans la section MEAL. En effet, seuls quelques documents mentionnent les défis de la réalisation d'évaluations dans des contextes postérieurs à un tremblement de terre.

Les leçons de ce rapport ont vocation à être spécifiques aux réponses aux tremblements de terre. Néanmoins, dans certains cas, les auteurs ont inclus des leçons plus génériques et ont expliqué leur choix de ce faire. Ce rapport étant principalement destiné aux praticiens humanitaires, les auteurs ont voulu rendre chaque leçon aussi pratiques et actionnables que possible, en présentant à la fois la situation ainsi que la ou les solutions potentielles précédemment mises en œuvre par des humanitaires. Cependant, quand les documents analysés n'en contenaient pas, certaines leçons ne proposent pas de solutions potentielles.

Lors de l'examen de la littérature, les auteurs ont suivi un processus de sélection rigoureux afin de déterminer quels documents inclure dans cette revue. Tout d'abord, les auteurs ont défini des assemblages de mots de clé en lien avec la question de la recherche. Ces mots clés ont été utilisés dans des moteurs de recherche et des bases de données (voir l'Annexe 2 pour obtenir une liste complète des chaînes de recherche et des bases de données). Ces recherches ont permis d'identifier 3971 documents à analyser. Sur la base de l'examen des titres et les résumés des documents sélectionnés, les auteurs ont exclu 3 832 documents ne correspondant pas à la question de la recherche. L'ensemble des 139 études restantes a alors été inclus dans le logiciel Zotero, qui a identifié et exclu 51 doublons. Les auteurs ont alors passé au crible les textes entiers des 88 documents restants et ont exclu 22 études supplémentaires, soit parce qu'elles ne présentaient aucune leçon apprise, soit parce qu'elles mettaient uniquement l'accent sur la préparation aux catastrophes, ce qui comme mentionné précédemment n'est pas l'objet de ce rapport. Les auteurs ont ensuite rigoureusement examiné la qualité de chacun de 66 documents restants (l'outil d'évaluation utilisé lors de cette phase de recherche est disponible dans l'Annexe 2).

La méthodologie décrite dans la plupart des documents inclus n'étant le plus souvent pas détaillée, les auteurs ont décidé de ne pas exclure d'étude en se fondant sur des critères de qualité (sauf pour une étude, qui était un extrait d'une autre étude et n'a donc pas été incluse). Le manque affiché de rigueur « académique » de ces études peut s'expliquer par l'objectif premier de ces documents. Ces sont des documents opérationnels ayant vocation à être accessibles et facilement consultable au détriment parfois de la démonstration de leur rigueur méthodologique.

Néanmoins, les auteurs de ce présent rapport se sont assurés que, parmi les 65 documents inclus, tous se fondaient sur des données recueillies auprès des parties prenantes d'un projet (par ex. les personnes affectées par une crise, les agences chargées de la mise en œuvre, les autorités locales) et qu'ils n'étaient pas simplement une réflexion ou des opinions de leurs auteurs. Les auteurs de ce rapport ont utilisé les différents documents inclus pour trianguler les informations qu'ils ont recueillies et s'assurer de la fiabilité de l'analyse.

Les auteurs ont ensuite extrait et codé les données pertinentes de ces 65 documents en utilisant une matrice d'extraction des données (voir l' Annexe 2 pour consulter les outils d'extraction des données).

Évaluation de la crédibilité

Pour aider les lecteurs, les auteurs ont créé un système de notation qui donne une indication de la confiance qu'ils portent à chaque leçon. La grille de notation est la suivante : 1 = confiance faible, 2 = confiance moyenne, 3 = confiance élevée, et 4 = confiance très élevée. Cette note se fonde sur deux critères : (1) la note moyenne de qualité de chaque document cité dans la leçon et (2) le nombre de documents sur lesquels la leçon s'appuie. La méthodologie détaillée pour comprendre cette notation ainsi que la matrice de notation sont disponibles dans les Annexes 1 et 2.

Below are examples of the confidence ratings used to grade the lessons throughout the report:



CONFIANCE FAIBLE



CONFIANCE MOYENNE



CONFIANCE ÉLEVÉE



TRÈS ÉLEVÉE CONFIANCE

Leçons apprises

A. À toutes étapes du cycle de projet

Cette section traite des leçons qui sont ressorties des documents examinés et qui sont applicables à travers l'entièreté du cycle de projet. Ces leçons revêtent une importance particulière ; elles devraient être les piliers sur lesquels la communauté humanitaire se fonde lorsqu'elle élabore des réponses post tremblement de terre. L'importance de ces leçons est notamment reflétée par le fait qu'elles soient citées dans un nombre particulièrement important de documents.

Leçon 1 : Interagir largement avec les acteurs locaux et nationaux présents sur le terrain et ce dès le départ - même les communautés et les autorités les plus affectées disposent de certaines capacités après un tremblement de terre

ÉLEVÉE CONFIANCE:

Bien que répandue, l'idée, selon laquelle, après un tremblement de terre, les communautés locales et les gouvernements se retrouvent sans défense et sans moyens, est erronée. Au contraire, les documents examinés lors de la préparation de ce rapport montrent que même les acteurs les plus gravement touchés conservent une capacité d'action. Les communautés affectées par exemple sont souvent capables de surmonter les destructions physiques engendrées par le tremblement de terre en utilisant leurs réseaux, leurs compétences, leur leadership et leur capacité à s'auto-organiser. Comme mentionné dans un rapport d'ACAPS (2015 : 1), les communautés sont, dans les faits, souvent les « premières à répondre » lors des crises (ACAPS, 2015: 1).

Après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, les organisations de la société civile (OSC) ont joué un rôle primordial en fournissant aux populations affectées et déplacées une assistance immédiate, et ce, alors même que leur personnel ou leurs familles étaient touchés. Cela a notamment été possible grâce à la présence établie d'OSC dans le pays (IASC, 2010: 7). De manière similaire, au Pérou, après le tremblement de terre de 2007, les OSC (en particulier des groupes associés à l'Église catholique) ont joué un rôle actif dans la réponse, notamment pour la distribution d'aide en nature (Elhawary and Castillo, 2008: 13).

Bien que la collaboration avec les OSC soit reconnu comme un facteur essentiel de la réussite d'une réponse d'urgence, de nombreux documents examinés ont noté un manque d'engagement récurrent des acteurs humanitaires avec la société civile locale. En particulier, un rapport du IASC (2010) a estimé que les OSC et les autorités locales et nationales n'avaient pas été incluses de façon systématique dans les mécanismes de coordination en Haïti. Ce manque d'engagement a eu un impact négatif sur la compréhension de la part des acteurs humanitaires du contexte dans lequel ils œuvraient et de la durabilité de l'assistance fournie. Cela a aussi entravé le développement des capacités au niveau national et/ou local (IASC, 2010: 7).

Des situations similaires se sont également produites ailleurs. Après le tremblement de terre de 2008 à Wenchuan en Chine, l'un des défis les plus importants auquel la communauté humanitaire a fait face était le faible niveau de participation de la communauté. Cette faible participation était générale mais se faisait particulièrement sentir au sein des mécanismes de coopération (Chen et al., 2016: 110) et dans la mise en place d'organisations communautaires chargées de la gestion des catastrophes (CBDM). Au Népal, en dépit de l'abondance d'OSC représentant différents groupes vulnérables et comprenant leurs besoins, les organisations humanitaires internationales n'interagissaient pas de manière systématique avec ces groupes. Sans surprise, les OSC n'étaient pas bien intégrées dans le système de coordination des Nations Unies (ONU). En conséquence, ces OSC ne peuvent contribuer à la réponse que de façon limitée, privant les organisations humanitaires de sources d'information précieuses (Barber, 2016). L'architecture du système humanitaire gagnerait à être redéfinie afin de favoriser les partenariats avec les OSC (IASC, 2010: 2).

Il existe également un besoin de collaborer plus étroitement avec les gouvernements locaux. Même s'il est difficile d'obtenir des chiffres exacts, il apparaît que, depuis les années 1990, les bailleurs de fonds ont eu tendance à financer directement les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales afin de contourner les institutions étatiques, parfois perçues comme étant inefficaces ou corrompues. Cette approche peut cependant affaiblir les capacités des gouvernements qui ont déjà des difficultés à offrir des services de qualité à la suite d'un tremblement de terre. Il ne faut pas oublier que les gouvernements nationaux sont responsables de la durabilité des services de base après la phase de relèvement. En les contournant, la communauté humanitaire peut créer des problèmes sur le long terme et les empêcher de développer leur capacités (Ansari, 2010b; Hartberg et al., 2011).

Pour faire face à ces défis, les documents examinés suggèrent de s'engager largement et rapidement avec les OSC et les acteurs du gouvernement local. A ce sujet, les leçons à tirer sont les suivantes :



Intégrer le renforcement des capacités des gouvernements dans tous les programmes de rétablissement post-séismes.



- Il est essentiel d'intégrer le développement des capacités du gouvernement à l'ensemble des plans de reconstruction afin d'aider les gouvernements à développer des services durables et de qualité (Ansari, 2010b: 2). Cela peut passer par le développement d'une stratégie de renforcement de la coordination des acteurs humanitaires avec les agences gouvernementales. L'allocation de ressources dédiées aux renforcements des capacités étatiques, notamment des autorités locales peut également s'avérer efficace (McGearty et al., 2012).
- Aligner, autant que possible l'assistance humanitaire fournie avec les priorités de développement national (Ansari, 2010a). Il s'agit d'un point particulièrement important afin de s'assurer de l'appropriation locale des efforts de reconstruction et de la légitimité de ces efforts auprès des populations affectées. Cela a représenté un élément essentiel dans le Fonds Fiduciaire Multi-Donateurs (FFMD) pour Haïti. Comme noté par Oxfam (Ansari, 2010a: 9), « Si le FFMD est perçu comme un mécanisme imposant à Haïti une volonté étrangère ou comme un moyen de contrôle du développement du pays à partir de l'étranger, ou encore comme une sorte de mesure punitive suivant les années de mauvaise gestion et de corruption du gouvernement, cela ne fonctionnera pas ».
- Se baser sur les connaissances existantes au niveau local. Dans certaines zones, les tremblements de terre sont des phénomènes récurrents (ils se produisent par exemple tous les 15 à 20 ans). Les communautés et organisations locales possèdent donc déjà une expérience en matière de réponse locale aux séismes et cette expérience devrait être utilisée. Le centre d'opération d'urgence nationale au Népal par exemple a été fondé longtemps avant les tremblements de terre de 2015. Il y existe également plusieurs ONG locales qui se concentrent uniquement sur les réponses aux tremblements de terre (Sanderson and Ramalingam, 2015: 6). En plus de ces partenariats avec les organisations nationales et locales, une méthode efficace pour tirer parti des connaissances existantes consiste à inclure le personnel national au sein de toutes les équipes chargées de la réponse et de s'assurer de sa représentation dans la gestion et les instances décisionnelles.
- Réfléchir à des manières créatives de travailler avec les acteurs locaux et nationaux et les inclure lors des différentes phases du cycle du projet. L'ONG française Solidarités International a établi des relations bilatérales avec un nombre d'institutions nationales, y compris la municipalité de Port-au-Prince, le ministère des Travaux publics, du Transport et des Communications et la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement). Ces institutions ont mené ensemble le suivi et l'évaluation des activités mises en œuvre par Solidarités International et ses partenaires (Solidarités International, 2017: 20-21).

Leçon 2 : Tenir compte du secteur privé et ne pas y nuire pour s'assurer de la continuité des activités commerciales après un tremblement de terre

ÉLEVÉE CONFIANCE: 

Le caractère complexe et difficile de la réponse aux tremblements de terre a mis en évidence le fait que la communauté humanitaire ne peut et ne devrait pas opérer sans tenir compte du contexte économique local. Les acteurs du secteur privé, notamment dans les environnements urbains, mettent souvent tout en œuvre pour assurer la continuité de nombreux services comme l'eau, l'assainissement, les télécommunications, les marchés alimentaires, la santé, etc. (Groupe URD, 2011: 2). La communauté humanitaire doit tenir compte de ces efforts, ne pas y nuire et dans la mesure du possible appuyer les acteurs du secteur privé via des approches créatives de soutien aux marchés (IASC, 2010; Bhattacharjee and Lossio, 2011).

Le secteur privé est souvent prêt à s'engager dans les réponses humanitaires. Cette collaboration est nécessaire et devrait avoir lieu à travers l'ensemble des phases du cycle de projet⁴. Les acteurs humanitaires devraient également orienter leurs efforts comme suit :

- Améliorer la connaissance des ressources financières et non financières disponibles dans le secteur privé (y compris les intérêts, les priorités et les procédures des entreprises impliquées dans la sécurisation des fonds). Il y a de nombreux cas où le secteur humanitaire n'a pas été capable de tirer parti de telles ressources (Bhattacharjee, 2016).
- S'engager davantage avec le secteur privé local pour ne pas nuire aux marchés locaux et éviter la superposition avec des services pré-existants (World Bank, 2016). Par exemple, après le tremblement de terre d'Haïti en 2010, les activités mis en œuvre par la communauté humanitaire ont créé une compétition déloyale avec les fournisseurs de services déjà présents sur place en offrant des services et des biens gratuitement. Cela a eu un effet négatif sur l'économie locale. Au lieu de cela et dans la mesure du possible, les acteurs humanitaires devraient s'appuyer sur les ressources locales disponibles (Sanderson and Ramalingam, 2015: 10).
- Là où les acteurs du secteur privé local continuent à remplir leurs fonctions, il convient de s'appuyer sur eux pour que l'aide apportée vienne des marchés locaux et ce qu'elle soit distribuée en nature ou sous forme de transferts monétaires. Au Népal par exemple, une idée évoquée dans un rapport précédent d'ALNAP était d'atténuer la baisse du tourisme en permettant aux acteurs humanitaires d'utiliser les services des organisateurs de voyages locaux pour le transport, la logistique et les communications (Sanderson and Ramalingam, 2015: 10). Lorsque le secteur privé a été touché et que son fonctionnement a été endommagé par le tremblement de terre, les intervenants internationaux peuvent aussi envisager de le soutenir. Cela peut inclure la distribution de subventions à des commerçants locaux pour leur permettre de réapprovisionner leurs stocks et de recommencer leurs activités commerciales.

Leçon 3 : Ne pas laisser la faiblesse des infrastructures et les difficultés d'accès entraver la communication, surtout avec les communautés isolées

ÉLEVÉE CONFIANCE: 

Les tremblements de terre peuvent perturber les infrastructures de communication, limiter l'accès physique aux communautés affectées et, de fait, compliquer la mise en place d'une réponse adéquate. Par exemple, une évaluation effectuée par Save the Children au Népal en juillet 2015 (deux mois après le tremblement de terre) a révélé que 66 % des répondants « ne disposaient pas des informations dont ils avaient besoin pour bénéficier de la réponse au tremblement de terre ». Il était également indiqué que « dans presque tous les groupes de discussion, les personnes n'étaient pas au courant du processus de reconstruction » (Barber, 2016: 21). Bien que ces résultats soient liés à un programme particulier, la grande majorité des rapports d'évaluation consultés ont montré que les organisations humanitaires internationales ont fréquemment eu des difficultés à communiquer clairement avec les populations affectées (Roussel, 2016).



A la suite d'un séisme... l'absence de moyens de communication peut entraîner un manque de participation des populations affectées, ce qui peut mettre en danger les efforts faits pour s'assurer que l'aide réponde à leurs besoins.

Au lendemain d'un tremblement de terre, lorsque la situation apparaît chaotique, le manque de canaux de communication avec les populations affectées peut avoir de nombreuses conséquences négatives. Celles-ci incluent : un manque de participation de la part des populations affectées, mettant en péril les efforts faits pour s'assurer de l'adéquation entre l'assistance distribuée et les besoins perçus (Moody et al., 2018: 8); des difficultés à engager un dialogue avec les groupes marginalisés (Grünewald and Burlat, n.d.) ; un stress accru (Rees-Gildea and Moles, 2012: 81); et une incapacité, pour les acteurs humanitaires, à contrôler la propagation de rumeurs (Sanderson and Ramalingam, 2015: 17).

Les leçons clés apprises pour renforcer la communication avec les populations affectées par un tremblement de terre, comprennent ce qui suit :

- Adapter les modes de communications aux canaux utilisés et aux groupes de population ciblés. L'expérience acquise par le passé en milieu urbain notamment, a montré que les agences de publicité et de marketing locales peuvent aider à transmettre les messages clés et atteindre les groupes cibles (Sanderson et al., 2012: 11). Bien que peu écoutées au départ, les radios locales se sont avérées efficaces pour atteindre des populations marginalisées au Népal (Grünewald and Burlat, n.d.). Il faut toujours avoir pour objectif de maximiser l'utilisation des canaux de communication appropriés.
- S'assurer que les informations communiquées aux populations affectées ne sont pas contradictoires. Cela requiert la mise en place de mécanismes de coordination appropriés (Sanderson and Ramalingam, 2015: 17). Par exemple, après le tremblement de terre de Bam en Iran, les systèmes d'information fournissaient une grande variété de messages qui ont semé la confusion à la fois du côté des membres du gouvernement en charge de la planification de la réponse et des personnes affectées par la crise (Nekoei-Moghadam et al., 2016: 92).
- Utiliser la communication dans les deux sens pour s'assurer que les populations affectées sont non seulement conscientes de la disponibilité d'une aide humanitaire, mais aussi qu'elles peuvent poser des questions, émettre des commentaires et contribuer au suivi de la réponse. En Haïti par exemple, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a mis en place une équipe dédiée à la communication avec les personnes affectées par les crises, qui utilisait un système de SMS pour informer et à la fois récolter de l'information (Rees-Gildea and Moles, 2012: 19).

Leçon 4 : S'assurer que les questions transversales comme le genre, la sécurité et l'environnement sont incorporées à toutes les étapes de la réponse

CONFIANCE MOYENNE:

Comme dans toute réponse d'urgence, les équipes humanitaires n'accordent pas toujours la priorité aux questions transversales. Les documents examinés pour ce rapport illustrent qu'en général, ces questions sont trop souvent négligées, ce qui peut amener à exacerber certains effets négatifs des tremblements de terre.

Les tremblements de terre devraient être utilisés comme une opportunité de « reconstruire de manière plus écologique (build back greener) »

La question de l'environnement est particulièrement pertinente lorsque l'on examine les réponses aux tremblements de terre étant donné les impacts secondaires que peuvent avoir ce type de catastrophes naturelles aux endroits où elles frappent. La destruction des infrastructures suite à un tremblement de terre peut augmenter les niveaux de pollution dans l'atmosphère et dans l'eau. Par exemple, le tremblement de terre de 1995 à Kobe au Japon a généré la même quantité de dioxines que l'explosion de l'usine agrochimique de Seveso (Italie) en 1976 (Wendelbo et al., 2016: 54).

Les responsables de programmes doivent donc avoir conscience de ces effets négatifs possibles. Néanmoins, le manque de littérature consacrée au sujet montre que les préoccupations environnementales ont encore peu priorisées. En effet, bien que l'environnement ait été mentionné dans différents documents, seuls Wendelbo et al. (2016) ont inclus une réflexion significative à ce sujet. L'une des leçons essentielles de cette étude est que les acteurs de l'humanitaire devraient considérer les tremblements de terre comme une opportunité de « reconstruire de manière plus écologique » Ils peuvent le faire en utilisant des sources d'énergie et des matériaux durables lors de la reconstruction, en mettant en œuvre de technologies de production qui sont plus propres dans les industries endommagées et en améliorant les services urbains (y compris les systèmes de collecte des décharges et des stations d'épuration) ainsi qu'en soutenant les approches de RRC basées sur l'écosystème local (ibid.: 56).

Bien que l'idée de « reconstruire de manière plus écologique » (build back greener) soit apparue dans un seul document, d'autres études ont apporté des leçons sur la manière d'éviter d'endommager davantage l'environnement après un tremblement de terre.

- Développer un plan de suivi environnemental prenant en compte l'atténuation, les mesures institutionnelles et de suivi à prendre pendant la mise en œuvre de la réponse pour prévenir ou réduire les impacts négatifs sur l'environnement. Pour cela néanmoins, il est nécessaire de mener une évaluation initiale afin, par la suite, d'évaluer l'impact potentiel du projet sur l'environnement (Jha et al., 2010).
- S'assurer de l'équilibre entre l'utilisation de matériaux locaux pour la reconstruction et la préservation des ressources naturelles d'un pays. Par exemple, la réponse de la FICR après le tremblement de terre d'Haïti a tenté de réduire les émissions liées au transport pour diminuer son empreinte carbone. Cependant, en raison de la déforestation à grande échelle dans le pays, l'organisation a finalement choisi d'utiliser du bois importé pour la reconstruction d'abris (Rees-Gildea and Moles, 2012: 32).
- Utiliser la littérature disponible pour incorporer les préoccupations environnementales dans la programmation. Safer homes, stronger communities (des maisons plus sûres, des communautés plus fortes) de Jha et al. (2010) dédie un chapitre entier à la manière d'incorporer les aspects écologiques dans la gestion des débris, y compris la réalisation d'une évaluation des risques environnementaux et la préparation d'un plan de suivi environnemental. Bien que cette documentation ne soit pas nécessairement spécifique aux tremblements de terre, la plupart de ses recommandations sont applicables aux situations post-séismes.

S'assurer de la sûreté et de la sécurité des populations affectées par un tremblement de terre

Les tremblements de terre, comme les autres crises, entraînent souvent une détérioration de la situation sécuritaire : agressions, attaques, activités de contrebande peuvent se développer. Cela peut se produire quelque soit le contexte, notamment en milieu urbain : « Les problèmes de sécurité d'une ville peuvent facilement s'intensifier suite un désastre et se maintenir à des niveaux élevés pendant de longues périodes » (Hirano, 2012: 7).



Les populations affectées sont plus vulnérables du fait qu'elles n'ont souvent pas d'autre alternative que de dormir dans la rue.



D'autres sources corroborent cette information et montrent que les populations affectées sont plus exposées aux risques d'insécurité car elles sont contraintes de loger dans la rue. En Haïti par exemple, Oxfam a recueilli différents témoignages de personnes ayant signalé avoir été attaquées dans les rues et ayant subi des vols de leurs effets personnels suite au tremblement de terre (Ansari, 2010b: 4). Malheureusement, le niveau élevé de criminalité s'est apparemment maintenu des années après le tremblement de terre. Un rapport a notamment mis en évidence que, même après deux ans, des personnes déplacées à Port-au-Prince s'inquiétaient de la présence d'intrus pendant la nuit, et que les viols et les meurtres étaient des actes courants (bien que généralement non signalés) (Hirano, 2012: 7).

S'assurer de la mise en place de mesures de sûreté et de sécurité appropriées est primordial pour toute réponse à un tremblement de terre. Ce genre de mesure devraient être intégrées à tout programme post-séisme, en consultation avec les populations affectées et les OSC (Ansari, 2010b: 1).

Les documents examinés pour ce rapport définissent les leçons suivantes en matière de protection après un tremblement de terre :

- Anticiper la détérioration du contexte sécuritaire après un tremblement de terre en assurant la transparence des opérations et la coordination entre le gouvernement national, l'ONU et les acteurs militaires internationaux (Ansari, 2010b: 4).
- Consulter les populations affectées lors de la réalisation d'une évaluation des risques sécuritaires pour déterminer quelles mesures sont nécessaires (ibid.).
- Étendre les patrouilles nocturnes des camps de déplacés internes (menées par la police et l'ONU) pour améliorer le contexte sécuritaire (ibid.).
- Augmenter la sécurité des abris d'urgence pour les populations affectées par le tremblement de terre, par exemple en posant des verrous sur les portes ou en installant des fenêtres en dur plutôt qu'en bâches (Hirano, 2012: 7).
- Travailler uniquement avec les organisations ayant un fort ancrage local et une légitimité au sein de la communauté pour éviter de renforcer les bandes (ibid.).

La réponse humanitaire post-tremblement de terre doit prendre en compte de manière différenciée les besoins de tous les groupes de population, particulièrement les plus vulnérables aux risques sécuritaires. Une étude a souligné que dans le contexte suivant le tremblement de terre du Népal, la communauté humanitaire n'a pas pu fournir des espaces sûrs pour les femmes et les adolescent-e-s qui ont été abusé-e-s physiquement ou ont été victimes de trafic d'êtres humains (Chaudhary et al., 2017: 37). Les documents examinés confirment que la communauté humanitaire a encore beaucoup à faire pour intégrer le genre dans la planification des réponses post-séisme. Ce problème n'est pas nécessairement spécifique aux tremblements de terre. Cependant, les études examinées ont systématiquement souligné le fait que les besoins des femmes et des filles n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les réponses à un tremblement de terre.⁶



Après le séisme au Népal, des femmes de communautés éloignées sont (past: "ont été formées") formées à réaliser des évaluations afin de permettre que les femmes et les enfants soient protégés des risques liés tels que la violence basée sur le genre ou le trafic d'êtres humains.

Crédit: Russell Watkins/Ministère britannique du développement international (DFID).

B. Évaluation des besoins et analyse

L'analyse de la situation est une étape clef sur laquelle tous les programmes humanitaires reposent. La qualité d'une réponse humanitaire dépend, au moins partiellement, de la qualité de l'évaluation des besoins et des capacités de ceux qui ont été affectés.

Les réponses aux tremblements de terre ne constituent pas une exception à cette règle. Les évaluations examinées pour ce rapport ont démontré que de nombreuses organisations n'ont pas réussi à évaluer suffisamment précisément et de façon différenciées les besoins des populations affectées, ce qui a pu avoir un impact négatif sur la qualité de la réponse.

En se fondant sur l'expérience des réponses précédentes, cette section offre des leçons sur la manière de construire une évaluation des besoins de qualité dans un contexte post tremblement de terre.

Leçon 5 : Réaliser des évaluations des besoins approfondies qui reconnaissent et identifient de façon différenciées les conséquences d'un tremblement de terre sur les différents groupes de populations

ÉLEVÉE CONFIANCE: 

Déterminer quelles populations sont les plus affectées et les moins capables de faire face à une catastrophe représente toujours une tâche ardue pour les organisations humanitaires. En effet, lorsque pratiquement chaque habitant d'un pays a été touché d'une façon ou d'une autre, il devient quasi impossible de déterminer quelles populations sont « directement » ou « les plus » affectées par un tremblement de terre. Au Népal par exemple, le tremblement de terre de 2015 a affecté une vaste zone s'étendant de Katmandou aux régions montagneuses les plus reculées (Groupe URD, 2011). Il faut également noter que, bien que la pauvreté et la vulnérabilité soient souvent interconnectées aussi bien avant qu'après une catastrophe, ce ne sont pas toujours les personnes les plus pauvres qui sont les plus touchées à la suite d'un séisme. En effet ceux qui habitent dans des maisons solidement construites sont les plus susceptibles de se retrouver sous les décombres.

La communauté humanitaire internationale devrait toujours réaliser des évaluations afin de comprendre les impacts distincts du tremblement de terre sur différents groupes de personnes. Il est nécessaire de comprendre les forces et les vulnérabilités respectives des enfants, hommes, femmes, personnes âgées ou en situation de handicap, nouveaux migrants, communautés d'accueil et de tout autre groupe pouvant avoir des besoins particuliers suite à une catastrophe. Les leçons clés pour effectuer une évaluation complète comprennent ce qui suit :

- Recueillir des données qui sont désagrégées par genre, âge, origine ethnique et revenus (ACAPS, 2015: 1).
- Accorder une attention particulière aux populations socio économiquement vulnérables, marginalisées et cachées. L'ACAPS a signalé en 2015 que les communautés dalits du Népal étaient trop souvent exclues de l'aide en raison de leur statut social en marge, de la discrimination envers eux et de leurs zones de résidence (dans des espaces isolés ou éloignés des emplacements traditionnels).
- S'engager directement avec les communautés locales et développer des canaux et des groupes permettant l'interaction et le dialogue avec les populations affectées. Cela permettra de porter la voix de ceux qui ne sont pas représentés au sein du gouvernement ou dans des organisations de la société civile. (Grünewald and Burlat, n.d.).

- Faire en sorte que le personnel national participe à l'évaluation des besoins. En effet, la connaissance du contexte local peut aider à ajuster la réponse aux besoins exacts des populations affectées et à éviter certaines erreurs. Par exemple, Catholic Relief Services (CRS) en Haïti a décidé, après consultation du personnel, de ne pas partager certaines informations financières (comme prévu initialement) pour ne pas mettre en danger son personnel (Hirano, 2012: 29).

Alors que mener une évaluation des besoins approfondie représente une tâche compliquée dans tout type de catastrophe, cela est encore plus difficile à la suite d'un tremblement de terre. En effet, tel que mentionné dans la Leçon 10, le personnel présent dans le pays avant le séisme peut avoir été affecté ou avoir des proches affectés par la catastrophe. Il existe également plusieurs défis logistiques à la venue d'équipes externes dans les zones affectées (par ex. où héberger ce personnel lorsque la plupart des bâtiments ont été détruits) (Bhattacharjee and Lossio, 2011).

Leçon 6 : Suivre les bonnes pratiques établies pour les évaluations des besoins et reconnaître les défis spécifiques que cela représente dans les zones urbaines

MOYENNE CONFIANCE: 



Les populations vulnérables peuvent facilement être oubliées dans les milieux urbains. Ceci est particulièrement problématique dans les situations post-séismes, lors desquelles l'aide humanitaire doit être apportée à de larges segments de la population dans des délais minimaux.

Les tremblements de terre touchent aussi bien les environnements urbains que ruraux⁷. Cependant, comme indiqué dans un précédent rapport d'ALNAP consacré aux leçons sur les catastrophes urbaines, l'accroissement des populations vivant en zones urbaines au cours des dernières décennies rend plus probables les réponses humanitaires urbaines (Sanderson et al., 2012: 3). Or la communauté humanitaire a davantage d'expérience avec la mise en œuvre d'évaluations des besoins en contexte rural (Grünwald et al., 2011: 5; Sanderson et al., 2012: 4). Les évaluations suite au tremblement de terre d'Haïti en 2010 ont révélé les défis suivants concernant les évaluations des besoins dans des contextes urbains :

- Les populations vulnérables sont plus susceptibles de ne pas être remarquées dans les villes en raison de la vaste densité de population.
- Le contexte en zone urbaine est dynamique et les mouvements de population constants, rendant la situation plus difficile à appréhender.
- Le ciblage est plus difficile car les différents groupes affectés vivent les uns près des autres (par ex. les zones riches et pauvres ne connaissent pas toujours une ségrégation géographique).

Pour toutes ces raisons, les populations vulnérables peuvent facilement être négligées dans les milieux urbains. Cela est particulièrement problématique dans les contextes post tremblement de terre, lorsque l'aide humanitaire doit être fournie rapidement et à grande échelle (Sanderson et al., 2012).

La réponse humanitaire en Haïti au cours de l'année 2010 a également montré le manque général de connaissances et de préparation en termes d'évaluation des besoins en milieux urbains (Grünwald et al., 2011; Hirano, 2012). Comme l'a noté le CPI : « Les milieux urbains sont encore des territoires inconnus pour la plupart des organisations humanitaires... Il y a besoin de développer à la fois les connaissances et la formation pour que le système d'aide humanitaire puisse répondre de manière adéquate aux crises dans des milieux urbains » (IASC, 2010: 25). Les intervenants internationaux pourraient faire face à ces problèmes en :

- travaillant avec des partenaires qui disposent des connaissances qu'ils n'ont pas,
- communiquant avec les populations affectées pour comprendre leurs besoins réels,
- et en encourageant les acteurs humanitaires à recevoir une formation à ce sujet.

Pour en savoir plus sur cette question, veuillez-vous référer aux ressources sur la manière d'effectuer une évaluation des besoins dans les milieux urbains, tels que les documents de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement concernant les outils d'évaluation des besoins, les modèles d'analyses d'interventions et de ciblage (Review of needs assessment tools, response analysis frameworks, and targeting guidance for urban humanitarian response).

Leçon 7 : Réaliser des évaluations des besoins permettant d'éviter l'exacerbation des tensions entre les communautés d'accueil et les déplacés internes

CONFIANCE FAIBLE:

Apporter une assistance (sous forme de biens ou de services) aux personnes affectées par un tremblement de terre peut créer des tensions avec les populations environnantes pouvant être jugées « non affectées », alors même qu'elles éprouvent des difficultés à subvenir à leurs besoins de base. Cela est particulièrement vraie lorsque certaines populations affectées sont déplacées et vivent dans des camps ou d'autres zones mieux desservies. Une telle situation peut également nourrir des perceptions selon lesquelles l'aide est distribuée de manière injuste, alors même que les communautés d'accueil doivent absorber des coûts supplémentaires lorsqu'elles hébergent des populations affectées et déplacées. Bien que cette leçon ne soit pas spécifique au tremblement de terre, il convient de la mentionner ici parce que plusieurs évaluations ont signalé que beaucoup d'organisations ont eu des difficultés à cibler les groupes les plus vulnérables parmi les populations affectées.⁸

Le CPI a souligné que de nombreuses organisations exerçant leurs activités en Haïti en 2010 ne sont pas parvenues à prendre en considération la pression exercée sur les communautés d'accueil par les 600 000 déplacés internes, dans un pays où pauvreté était répandue avant le séisme. Ne pas parvenir à faire face à ces problèmes pose la question de la manière dont la communauté humanitaire devrait définir la vulnérabilité et les critères qui caractérisent les communautés « affectées » (IASC, 2010: 25). Pour éviter de créer des tensions entre les communautés d'accueil et ces groupes qui ont été déplacés en raison de la catastrophe, Oxfam recommande de cibler aussi les communautés habitant dans les zones autour des camps érigés post séisme. Cela permet de « réduire le nombre de personnes pouvant croire qu'elles auraient une meilleure situation dans les camps » (Young and Henderson, 2010: 13).

C. Planification stratégique

La planification stratégique se fonde sur l'évaluation des besoins humanitaires qui fournit « la base de données et l'analyse de l'ampleur de la crise et identifie les besoins humanitaires les plus urgents » (Humanitarian Platform, 2018). En s'appuyant sur les réussites et les échecs des programmes humanitaires précédents, la section suivante présente les leçons apprises qui sont spécifiques à la planification stratégique après un tremblement de terre.

Leçon 8 : Localiser des espaces pour stocker les débris et, le cas échéant, utiliser, à court terme, une modalité d'aide conditionnelle pour les déblayer

ÉLEVÉE CONFIANCE:

Les tremblements de terre peuvent engendrer une quantité significative de débris et de décombres lorsqu'ils détruisent des bâtiments et autres infrastructures, notamment en milieux urbains (Kilby and Williamson, 2011; Jackson, 2015). Comme les réponses précédentes l'ont montré, l'une des actions les plus urgentes à effectuer suite à un séisme consiste à déblayer les débris pour rendre accessibles les routes principales et les lieux de secours (Mughal et al., 2015). Cela nécessite l'identification d'espaces disponibles dans lesquels les débris peuvent être stockés ou pouvant être utilisés pour la construction d'abris temporaires. Un ancien rapport d'ALNAP a mis en avant la bonne pratique de la cartographie et de l'utilisation d'espaces libres au Népal pour stocker les débris (Sanderson and Ramalingam, 2015). Cependant, le nombre de zones de stockage des débris post-séisme au Népal s'est avéré insuffisant, ce qui montre à quel point la gestion des débris peut être difficile dans des contextes suivant un tremblement de terre.⁷

Les programmes « argent contre travail » (CfW) et « nourriture contre travail » (FfW) peuvent constituer des modalités appropriées suite à des tremblements de terre à condition qu'ils puissent fournir aux personnes affectées par la crise des opportunités de travail temporaire et lancer le processus de reconstruction par exemple en soutenant les efforts pour déblayer les débris (Brady, 2012).

« Argent contre travail » (CfW) et « Nourriture contre travail » (FfW) ont été largement utilisés après le tremblement de terre de 2010 en Haïti. Oxfam a par exemple employé près de 6 000 ménages considérés comme très pauvres ou pauvres pour du travail non qualifié, ce qui leur a fourni un revenu (Young and Henderson, 2010: 10). D'autres programmes « argent contre travail » (CfW) ont été utilisés en Haïti pour vider et déblayer les canaux et les ravines, dégager les décombres et remettre en état l'infrastructure (Grünwald et al., 2011: 27). Au Népal, le programme « argent contre travail » (CfW) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a engagé presque 3 500 ménages pour retirer les débris des bâtiments publics, démolir des maisons privées et aider à la remise en état de bureaux du gouvernement local (Bhattacharjee, 2016: 15).

Néanmoins, en dépit de ces succès, il convient de noter que de nombreux risques et problèmes sont associés à de tels programmes. Engager des travailleurs non spécialisés pour dégager les débris peut exposer ces travailleurs à des risques de sécurité, ôter une partie de la force de travail d'un ménage et affaiblir des formes plus traditionnelles d'aide mutuelle (Grünwald et al., 2011: 27). Les risques liés à la sécurité sont particulièrement importants lorsque les personnes ne sont pas formées ou ne disposent pas des matériaux appropriés pour se protéger ; c'est la raison pour laquelle un rapport a mis en évidence l'importance d'apprendre aux participants la « démolition sûre » (Bhattacharjee, 2016: 15).

Les programmes « argent contre travail » (CfW) utilisés après le tremblement de terre en Haïti ont fait face à de nombreux défis. Parmi eux, on compte un manque de préparation et de capacité de mise en œuvre à grande échelle, un processus gouvernemental d'approbation lent et des difficultés à

identifier à la fois les activités à réaliser et les populations affectées qui vont participer (Grünewald et al., 2011: 27).

Pour éviter certains de ces problèmes, les agents de mise en œuvre devraient prendre en considération différents éléments tels que la durée de chaque engagement individuel dans un programme « argent contre travail/nourriture contre travail », le type d'activités ciblées pour le CfW et FfW, le salaire versé aux participants et la fourniture d'une assurance aux participants lorsqu'ils s'engagent dans ces programmes. Pour obtenir davantage d'informations à ce sujet, vous pouvez consulter des guides tels que le « Guide to cash-for-work programming » (le guide des programmes « argent contre travail » de MercyCorps (MercyCorps, 2007).

Bien que cela ne soit pas nécessairement spécifique aux tremblements de terre, il convient de noter qu'au-delà de l'aide conditionnelle, il y a eu plusieurs exemples réussis de l'utilisation de transferts monétaires inconditionnels à l'occasion d'une intervention suite à un tremblement de terre. Des exemples sont répertoriés ci-dessous.

- L'utilisation par Christian Aid (2012) de transferts monétaires inconditionnels après le tremblement de terre en Haïti pour couvrir les besoins de base, y compris de nourriture, de combustibles, de matériaux pour la construction d'abris et pour payer les frais médicaux.
- L'utilisation de versements en espèces aux ménages suivant un séisme au Pakistan pour couvrir leurs besoins élémentaires et éviter qu'ils ne doivent vendre leurs possessions pour ce faire (Cosgrave, 2008).
- Les transferts monétaires directs de la FICR aux populations affectées par le tremblement de terre au Népal, qui « pour la plus grande partie... étaient considérés comme une réussite et que l'on estimait comme susceptibles d'être pris en considération dans les futures interventions » (Cook et al., 2018).

Leçon 9 : Anticiper les problèmes liés à l'absence de documentation et à la complexité des régimes fonciers

ÉLEVÉE CONFIANCE:



En Haïti... de très nombreuses organisations n'étaient pas préparées aux complications associées à l'émission de documents d'identité alors que les populations déplacées avaient perdu leurs papiers d'identité lors du tremblement de terre.

Les populations affectées par un tremblement de terre perdent souvent, ou n'ont plus accès à leurs documents d'identité qui sont généralement nécessaires pour accéder à l'aide humanitaire ou gouvernementale. Certaines populations sont plus vulnérables à la perte de leurs documents. Au Népal près de 50 % des femmes interrogées dans le cadre d'un programme, ne disposaient plus de leurs certificats de citoyenneté et 25 % ne possédaient pas leurs titres de propriété. Cela était le cas parce que leurs maris ou les autres hommes du ménage étaient en possession de ces documents et que ceux-ci étaient décédés ou avaient migré⁹. Par conséquent, ces femmes ne pouvaient pas prouver qu'elles étaient propriétaires ou étaient mariées avec l'homme qui était propriétaire de leurs maisons (Oxfam, 2016: 4).

D'autres tremblements de terre illustrent également comment la perte de documents d'identité peut entraver l'accès à l'aide humanitaire. Par exemple, en Haïti, le CPI a signalé que de nombreuses organisations n'étaient pas préparées aux complications associées à l'émission de documents d'identité lorsque des personnes déplacées avaient perdu leurs documents légaux au cours du tremblement de terre (IASC, 2010: 22).

Un autre problème que les acteurs humanitaires devraient anticiper après un tremblement est celui du régime foncier. Les lois foncières de certains pays peuvent porter à confusion et créer des obstacles supplémentaires au processus de reconstruction. Ces défis peuvent exiger du temps et des ressources considérables pour être relevés. Si le régime foncier reposait sur un système informel avant le séisme, les autorités locales sont souvent impliquées afin de confirmer la propriété ou la location d'un terrain (World Bank, 2016: 87; Solidarités International, 2017: 24). Ce pré-requis à la mise en œuvre de la réponse, peut prendre du temps, cela a notamment eu un impact négatif sur le processus de reconstruction au Népal (Jackson et al., 2016: 9).

De nouvelles options possibles pour l'avenir comprennent ce qui suit :

- Travailler avec le gouvernement pour s'assurer que toutes les personnes privées de terre reçoivent une carte les identifiant comme affectées. Si une seule carte est attribuée par ménage, les noms des femmes doivent également y figurer. La communauté humanitaire devrait également tenter de s'assurer par tous les moyens possibles que le manque de documentation ne retarde pas les efforts de reconstruction et de réinstallation (ibid.: 44).
- S'assurer que les mécanismes de distribution de l'aide n'excluent pas de groupes (y compris les femmes) qui ont perdu ou n'ont jamais eu de documents d'identité officiels (Barber, 2016: 5). Si l'assistance utilise des transferts monétaires, il faut s'assurer que les règles « connais ton client » (KYC)¹⁰ ne font pas obstacle à l'accès à l'assistance par tous, y compris ceux sans pièce d'identité. Un accord avec le fournisseur de services financiers peut par exemple être passé pour utiliser les documents d'identité de l'ONG en substitution des cartes d'identité nationales.
- Mettre en œuvre des programmes de relogement, pas seulement pour les propriétaires fonciers, mais pour toutes les personnes dont les maisons ont été endommagées ou détruites par le tremblement de terre, qu'elles soient ou non en possession de la documentation correcte. Par exemple, au Népal, l'évaluation des besoins après la catastrophe (PDNA) a noté que la politique nationale relative aux abris devrait être le fondement de tous les programmes de reconstruction. Cette politique exige que le gouvernement apporte son aide aux personnes pauvres ou sans terre (Barber, 2016).

D. Mobilisation des ressources

Certains États sont dépassés par les conséquences des tremblements de terre, et doivent alors faire appel à l'aide financière des bailleurs de fonds internationaux pour la mise en place d'un processus de reconstruction. L'un des défis les plus importants pour la communauté humanitaire suite à un tremblement de terre est de rendre les ressources financières disponibles rapidement. Bien que les leçons de cette section soient aussi spécifiques que possible aux tremblements de terre, elles peuvent également être appliquées à d'autres types de désastres soudains et à grande échelle.

Leçon 10 : Mobiliser des capacités d'intervention d'urgence suffisantes et appropriées

MOYENNE CONFIANCE: 



Les équipes d'urgence devraient avoir des connaissances locales et régionales des pays, des connaissances techniques et une expérience de situations d'urgences de grande ampleur.



Tous les groupes de population ne sont pas affectés par une catastrophe de la même manière. Par exemple, des personnes pauvres peuvent être affectées plus négativement par des glissements de terrain étant donné qu'elles vivent dans des zones précaires sans bâtiments en béton, alors que des personnes qui vivent dans des maisons ou des bâtiments en dur peuvent être plus touchées par la destruction de bâtiments. Cependant, l'une des spécificités des tremblements de terre en comparaison avec les autres catastrophes est qu'ils frappent indistinctement tous les groupes de population. Les bureaux pays des ONG sont susceptibles de voir diminuer leurs capacités car leurs équipes peuvent avoir directement ou indirectement été affectées par le séisme. Dans de tels contextes, les organisations humanitaires doivent mobiliser des capacités d'intervention externes suffisantes et appropriées. En plus d'avoir la possibilité d'être déployées en très peu de temps (habituellement moins de 72 heures), les équipes d'urgence devraient disposer d'un minimum de connaissances contextuelles, de connaissances techniques et d'expérience de situations d'urgence de grande ampleur (par exemple le système des clusters des Nations Unies (ONU) et la coordination du financement humanitaire).

Le déploiement de l'équipe d'urgence du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) au Népal en 2015 est un exemple réussi d'une telle mobilisation. Les membres de cette équipe connaissaient la zone et possédaient également une expérience en matière de réponse de grande ampleur et de mise en place de mécanisme de coordination inter-agence et inter-secteur. (Baker and Narayanan, 2016: 6).

Néanmoins, même lorsque l'équipe d'urgence est de qualité, d'autres facteurs doivent être pris en compte pour maximiser l'efficacité de son action. Par exemple, certaines évaluations ont signalé que la durée du déploiement était souvent trop courte. Pour éviter cela, NRC recommande une période de déploiement d'au moins trois mois pour assurer la continuité de la mise en œuvre de la réponse et de la coordination.

L'évaluation de la réponse du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'ONU suite au tremblement de terre en Haïti a signalé que l'organisation a fait face à des problèmes similaires à ceux que NRC a rencontrés. Bien que le BCAH ait réussi à déployer un nombre significatif de personnes dans les six premières semaines suivant le tremblement de terre, « les intervenants déployés ont fait face à des défis majeurs pour obtenir le bon équilibre entre le nombre d'experts et leurs qualifications » (Bhattacharjee, 2016: 13). Comme NRC, le BCAH a échoué à déployer du personnel pour une période de temps suffisante, ce qui a fait de la « continuité du personnel un problème majeur » qui a eu un impact profond sur la qualité de la réponse (ibid.). Pour plus d'informations sur les équipes d'urgence, veuillez-vous référer à Baker et Narayanan (2016), et à Bhattacharjee et Lossio (2011).

E. Mise en œuvre

La mise en œuvre s'articule à partir de l'évaluation des besoins, de la planification stratégique et des ressources disponibles. C'est la phase au cours de laquelle l'intervention prend véritablement forme. Vu que les besoins des populations affectées évoluent rapidement pendant les contextes suivant les séismes, le projet mis en œuvre doit être suffisamment agile pour répondre à leurs besoins. Étant donné que les tremblements de terre perturbent tous les aspects de la vie des personnes affectées, la réponse couvre différents secteurs. Les leçons de cette section ont trait aux abris, à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, à l'éducation et à la santé en ayant comme thématique transversale de s'assurer de la communication appropriée avec les populations affectées.¹¹

Leçon 11 : Tenir compte de l'évolution rapide des besoins de santé suite à un tremblement de terre. Avoir conscience que des épidémies sont susceptibles de se produire.

ÉLEVÉE CONFIANCE: 



Les épidémies peuvent survenir et en réalité elles surviennent très souvent. En effet, les séismes conduisent à des déplacements de masse et à un manque d'accès à l'eau potable...



Après un tremblement de terre, comme après toute catastrophe humanitaire, les personnes affectées par une crise sont plus exposées aux maladies (Sanderson and Ramalingam, 2015: 23). Même si le rapport précédent sur les leçons relatives aux tremblements de terre d'ALNAP estime que le risque d'épidémies post-séisme est relativement faible (Cosgrave, 2008: 11), les expériences depuis lors (par exemple le choléra en Haïti et au Népal) ont montré que des épidémies peuvent se produire. En effet, les tremblements de terre peuvent entraîner des déplacements massifs de population et un accès inadéquat à l'eau potable, ce qui rend les personnes plus vulnérables aux maladies contagieuses comme le choléra, la méningite et la rougeole (ACAPS, 2015: 1; Hall et al., 2017: 41). Un autre défi significatif suite à un tremblement de terre est le changement constant des besoins de la population affectée. D'après l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le « cycle de gestion traditionnel des catastrophes ne s'applique pas au secteur de la santé dans les cas les plus extrêmes, comme celui d'Haïti où les crises se sont succédées les unes aux autres voir même se sont chevauchées » (de Ville de Goyet, 2011: 53).

Pour prendre en compte ce défi, le secteur de la santé doit être capable de s'adapter aux besoins changeants de la population affectée. Certains documents tels que Health response to the earthquake in Haiti résumant bien certains défis spécifiques à la santé après un séisme (ibid.).

Les leçons clés pour améliorer la réponse aux besoins en matière de santé des populations affectées comprennent ce qui suit :

- S'assurer que les hôpitaux avancés sont équipés correctement pour fournir une intervention immédiate de qualité. Les hôpitaux avancés jouent un rôle crucial afin d'offrir des soins en temps opportun aux communautés affectées, particulièrement dans les contextes où l'infrastructure hospitalière peut avoir été endommagée. Les tremblements de terre en Iran (Bam) et en Haïti ont cependant fait face à des problèmes de retards ainsi qu'à l'absence d'une planification et d'un équipement adéquats, ce qui a eu un impact sur la qualité des soins fournis (Nekoei-Moghadam et al., 2016: 91). Une étude a montré que davantage d'hôpitaux de campagne étrangers avaient été établis en Haïti après le tremblement de terre que lors de toute autre catastrophe soudaine précédente. Néanmoins, aucun d'entre eux ne respectait les standards de base de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'OPS. En raison d'un manque de transparence et de données disponibles, déterminer l'efficacité des premiers hôpitaux de campagne étrangers à avoir été construits a été impossible (Gerdin et al., 2012).
- Suivre d'aussi près que possible les apparitions de maladies. Comme mentionné dans un rapport, « Un bon suivi des maladie est crucial et peut être facilité par les nouvelles technologies d'information et de communication. » (Sanderson and Ramalingam, 2015: 24). Un exemple positif vient des Philippines où un système de suivi national via SMS s'est mis en place après le typhon Haiyan. Cela a permis aux acteurs nationaux et locaux de faire face aux risques sanitaires (ibid. : 25).

- Accorder une attention particulière au lien entre les besoins en eau, hygiène et assainissement et les risques pour la santé. L'apparition d'une épidémie de choléra après le tremblement de terre en Haïti montre la nécessité de mettre en place des réponses efficaces et rapides aux besoins en eau et en assainissement. Ces dernières sont primordiales pour éviter la propagation de maladies. La construction de latrines privées et sûres, d'espaces privés pour prendre un bain et des produits d'hygiène féminine sont à mettre en place dès la phase initiale de la réponse (ibid.). Étant donné leur interdépendance, il est important que les questions relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène soient traitées par le biais d'une approche coordonnée (de Ville de Goyet et al., 2011: 53).
- Les amputations doivent également être considérées avec beaucoup de prudence. Bien qu'elles puissent sauver des vies, elles ont également des conséquences sérieuses à long terme aux plans social et économique pour les individus concernés. Par exemple, de Ville de Goyet et al. (2011: 72) ont souligné qu'en Haïti, les personnes qui ont perdu des membres étaient souvent considérées comme « punies par Dieu en raison de leurs péchés », ce qui signifie que de telles opérations devraient uniquement être réalisées en dernier recours en prenant en considération le coût élevé sur le plan social et humain qu'elles représentent dans certaines cultures et au sein de certaines communautés.
- Augmenter l'aide psychologique pour les populations affectées. Les tremblements de terre étant des événements traumatisants, les niveaux de stress, la dépression et les autres problèmes de santé présents chez les survivants peuvent augmenter de manière importante. Les acteurs humanitaires ayant souvent une capacité limitée en terme d'aide psychologique, il peut être envisagé de former les partenaires locaux pour que ces derniers puissent offrir un soutien psychologique peu onéreux et pérenne aux communautés affectées (McGearty et al., 2012: 9), dans les langues locales et sous des formes appropriées.

Leçon 12 : Accorder la priorité à la réparation des structures existantes, soutenir la reconstruction par les communautés, préserver l'héritage architectural et utiliser le relogement et la réinstallation en dernier recours

ÉLEVÉE CONFIANCE: 

Le relogement de certaines communautés peut être une conséquence inévitable d'un tremblement de terre. C'est parfois la seule mesure possible permettant de réduire l'impact des catastrophes futures. Cependant, les plans de relogement mis en œuvre par le passé ont rarement été couronnés de succès : trop éloignés du lieu d'origine, sans perspectives d'activités économiques pour les personnes déplacées (Clermont et al., 2011: 2). En Haïti, la phase d'urgence a perduré car certaines communautés vivant dans des camps densément peuplés, ont été relogés dans de nouveaux camps « situés loin de la capitale où les services ou possibilités d'emplois sont peu nombreux » (ibid.).



S'assurer que les réinstallations ne soient utilisées qu'en dernier recours... Les ménages insatisfaits des lieux de leur réinstallation déménagent souvent vers des lieux similaires à haut risque sismique. ”

Les ménages qui ne sont pas satisfaits du lieu où ils ont été relogés finissent souvent par retourner dans leurs zones d'origine, en dépit des risques que cela peut représenter pour eux, et ce afin d'avoir accès à leurs réseaux et aux opportunités économiques afférentes (Sanderson et al., 2012: 23). Le lieu de relogement est donc de première importance, comme le souligne un précédent rapport d'ALNAP, Responding to urban disasters (répondre aux catastrophes urbaines). Pour éviter de telles situations, la communauté humanitaire devrait s'assurer que les déménagements soient une solution envisagée seulement en dernier recours. La priorité doit être accordée aux réparations des structures existantes pour s'assurer que les populations affectées par les tremblements de terre puissent retourner dans leurs maisons et commencer à reconstituer leurs moyens de subsistance (Rees-Gildea and Moles, 2012).

Ce faisant, la communauté humanitaire doit s'efforcer de trouver le bon équilibre entre « mieux reconstruire » (building back better)¹² et préserver l'héritage architectural. Le besoin de construire des ouvrages résistants en zone sismique est évident, mais la préservation de l'héritage culturel d'un lieu, source d'identité pour les populations affectées, est également un facteur important à prendre en compte. Il peut en effet contribuer au sentiment d'appropriation et à la réadaptation psychologique des communautés affectées (Audefroy, 2011: 461; Barber, 2016).

Une manière d'y parvenir consiste à favoriser la reconstruction par les communautés elles-mêmes en leur fournissant une assistance financière, matérielle et/ou technique pour qu'ils puissent

reconstruire eux-mêmes leurs maisons (ou superviser des travailleurs locaux qui se chargent de la reconstruction). En plus d'offrir une possibilité plus grande de préservation de l'héritage architectural, la reconstruction par les communautés est une approche pouvant rendre autonome et qui apporte de la dignité aux populations affectées. Cela permet également aux communautés affectées d'être proactives et de contribuer directement à la reconstruction (Jha et al., 2010; Tafti and Tomlinson, 2015). Des méthodes participatives comme l'approche pour la sensibilisation aux abris sûrs (PASSA)¹³ s'avèrent également utiles pour s'assurer que les populations affectées sont les principaux décideurs en matière de reconstruction (Rees-Gildea and Moles, 2012: 27).

Quand la reconstruction n'est pas possible, la communauté humanitaire doit tirer les leçons des échecs et des succès passés. Un point primordial à prendre en compte est le fait que les populations les plus pauvres sont plus susceptibles d'être relogées. Lors du tremblement de terre de Wenchuan en 2008, les populations pauvres vivaient dans des zones à risques élevés, soit parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'habiter ailleurs soit parce qu'elles étaient liées à une activité économique dans la zone (Chen et al., 2016: 106). Ces populations, notamment une fois relogées, auront certainement un accès encore plus restreint qu'avant à des opportunités économiques. Il est donc crucial que la communauté humanitaire s'assure qu'il y ait des opportunités suffisantes pour restaurer les moyens de subsistance dans le lieu de réinstallation.

Les bonnes pratiques pour favoriser un plan de relogement réussi incluent :

- Le relogement étant une expérience souvent traumatisante, éviter de reloger des populations à de nombreuses reprises (comme cela a été le cas après le tremblement de terre de Wenchuan) (Chen et al., 2016: 91). Pour l'éviter, il faut s'assurer que le terrain identifié pour le relogement, en plus d'être constructible, garanti la sécurité des populations relogées (Jackson et al., 2016: 4).
- S'assurer que les plans de reconstruction et de réinstallation sont menés par la communauté (Jackson et al., 2016: 4). L'expérience a montré qu'un « plan de relogement efficace est un plan que la population affectée aide à développer et considère de manière positive » (Jha et al., 2010: 77).
- Une autre manière d'augmenter l'acceptation du relogement de la part des communautés est de mettre en place des mesures d'incitation pour que les populations affectées se relogent volontairement plutôt qu'en y étant forcées. Ainsi, au-delà du logement, il est nécessaire de s'assurer que les zones de réinstallation permettent de couvrir d'autres besoins de base y compris l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé. Il est également important de prendre en considération les besoins en moyens de subsistance des populations relogées et d'assurer l'accès aux terres agricoles lorsque cela est possible (Jackson et al., 2016: 25).
- Les plans de relogement ne sont pas forcément spécifiques aux tremblements de terre et ils sont souvent nécessaires après des tsunamis, typhons et ouragans. C'est pourquoi les praticiens humanitaires devraient également tirer profit des leçons venant des réponses à d'autres catastrophes. Voir Jha et al. Safer homes, stronger communities (des maisons plus sûres, des communautés plus fortes), qui a mis en avant les réussites et les échecs des plans de relogement après l'ouragan Mitch au Honduras (1998), le tsunami de 2004 dans l'océan Indien au Sri Lanka et en Inde et le typhon Frank aux Philippines (2008) (Jha et al., 2010: 83-86).

Leçon 13 : Faire preuve de prudence lors de l'installation d'abris de transition, ceux-ci peuvent entraver la reconstruction à long terme

ÉLEVÉE CONFIANCE: 



Garantir que des abris de transition soient disponibles assez rapidement après le séisme...



Après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, l'utilisation d'abris de transition est devenue controversée en raison de craintes que ces abris deviennent permanents et compliquent les plans de reconstruction à plus long terme. C'est pour cette raison que l'utilisation d'abri de transition fait face à de nombreuses critiques et commence à être considéré comme « un gaspillage total d'argent », « allant à l'encontre des objectifs de développement » et « répondant uniquement aux besoins des bailleurs de fonds et à ceux des organismes d'aide internationale, pas à ceux des personnes » (Sanderson et al., 2014: 144). Bien que ces critiques soient fondées dans certains contextes, ces abris de transition ont aidé à répondre aux besoins des populations affectées par un tremblement de terre dans plusieurs cas. Après le tremblement de terre de 2003 à Bam en Iran, les autorités ont estimé que les logements permanents ne seraient pas disponibles pendant au moins deux ans dans les zones urbaines. En installant des abris de transition dans des terrains urbains vacants, les autorités ont évité le déplacement de populations vers les camps (Jha et al., 2010: 19-20).

Lorsqu'elles utilisent l'approche des abris de transition, les organisations humanitaires devraient prendre en compte les leçons suivantes :

- Utiliser des abris de transition uniquement au sein d'un processus plus vaste visant à établir des logements permanents. Les actions clés à entreprendre incluent la promotion d'une stratégie de retour garantissant la sécurité des populations affectées, le développement holistique des quartiers de relogement (par ex. éducation, gestion des déchets, leadership, moyens de subsistance, etc.), et l'investissement dans les connaissances, les compétences et les capacités locales pour construire des communautés sûres (Cohen, 2012: 7; Sanderson et al., 2014: 144; Vahanvati and Mulligan, 2017).
- S'assurer que les abris de transition sont construits rapidement après le tremblement de terre. En 2010 en Haïti, il a fallu près de quatre mois à la communauté humanitaire pour obtenir un consensus sur le design des abris temporaires et pour se procurer les matériaux nécessaires à leur construction. A ce moment là, la plupart des populations affectées avaient déjà repris une activité économique dans les camps où elles étaient installées et les abris de transition n'étaient plus adaptés à l'usage prévu. (Sanderson et al., 2014: 141). Au Sri Lanka cependant, les premiers abris de transition ont été finalisés quatre semaines après le tsunami de 2004, une intervention considérée comme plutôt réussie.
- S'assurer que, si les abris temporaires sont choisis, ils sont adaptés au contexte d'intervention (Davidson, 2011: 14). Les abris temporaires sont plus complexes à ériger dans les zones urbaines en raison de la densité et à l'espace réduit (Sanderson and Ramalingam, 2015: 19). De manière similaire, l'utilisation d'abris de transition est plus souvent une réussite dans les pays à revenus moyens ou élevés, leurs ressources leur permettent ensuite de mettre en œuvre des projets de reconstruction permanente (Sanderson et al., 2014). Cependant, même en milieu urbain l'utilisation des abris temporaires peut être efficace. Comme mentionné précédemment, le tremblement de terre de Bam (Iran) en 2003 s'est produit en milieu urbain et l'utilisation des abris de transition a été considérée comme utile. Il semble clair que les agences humanitaires doivent accepter le fait que chaque catastrophe est unique. La seule manière de déterminer si une approche peut être fructueuse est de consulter d'emblée les populations affectées (Jha et al., 2010: 18).
- Les bailleurs de fond ont également un rôle clef à jouer dans ce processus. Ils sont souvent plus enclins à financer des abris de transition pouvant être construits et opérationnels en une année qu'à fournir des fonds pour des initiatives « lentes et progressives » (Sanderson, 2014: 147). Cela peut en effet expliquer pourquoi des abris de transition ont été construits dans des milieux où ils n'étaient pas appropriés. Le rapport Safer homes, stronger communities (des maisons plus sûres, des communautés plus fortes) de la Banque Mondiale fait référence à cela en observant que, souvent, des interruptions dans le financement ont empêché les stratégies de reconstruction sur le long terme (Jha et al., 2011: 16). Selon Lu et Xu (2013), la structure institutionnelle du financement des projets humanitaires, souvent considérée comme orientée vers les résultats, mène souvent à une préférence pour les projets d'infrastructures à court terme. Cela se fait souvent au détriment des projets pouvant réduire durablement la pauvreté, car ce type de projet implique souvent des investissements plus vastes et à long terme (Chen et al., 2016: 66).

Leçon 14 : Traiter de front les besoins immédiats et long terme en matière d'éducation

ÉLEVÉE CONFIANCE:

En examinant la réponse du Cluster éducation au Pakistan (2005), en Haïti (2010) et au Népal (2015), il apparaît que la communauté humanitaire a conscience des risques que présente la non-scolarisation des enfants sur une période prolongée post-tremblement de terre (travail des enfants, risque accru d'exploitation, etc.). D'après la littérature examinée, les organisations humanitaires réussissent généralement à distribuer le matériel essentiel (les tentes, le mobilier et les fournitures) à la réouverture des écoles et à la reprise des cours (Deters, 2011; Save the Children, 2015: 11; Withers and Dahal, 2015: 15). Le CPI signale que 80 % des écoles affectées en Haïti ont rouvert dans les six mois (bien que certaines se trouvaient dans des espaces d'apprentissage temporaires) et que 2 300 enseignants et 3 000 membres du personnel éducatif étaient formés (IASC, 2010: 12). Au Népal, de nombreux enfants ont pu reprendre le chemin de l'école un mois après le tremblement de terre et ce alors même que de nombreuses écoles détruites ou menaçant de s'effondrer étaient encore fermées (Withers and Dahal, 2015: 15). De manière similaire, dès la première phase de secours après le tremblement de terre de 2005 au Pakistan, plusieurs projets ont permis de faire en sorte que les enfants puissent reprendre leur scolarité rapidement (Kirk, 2008: 23).

Cependant, le financement pour une reprise à long-terme est souvent plus difficile à sécuriser. Pour cette raison, plusieurs arrangements considérés comme temporaires sont devenus de facto permanent (ibid.: 17). Par exemple, de nombreux enfants au Pakistan suivaient encore les cours sous des tentes presque trois ans après le tremblement de terre en raison de la lenteur pour trouver des solutions de long terme (ibid.: 23).

Bien que cet exemple pakistanais montre les difficultés de trouver des solutions sur le long terme, il convient également de mentionner, plusieurs réussites dans d'autres zones. D'après Save the Children (2015 : 11), 70 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire en Haïti étaient scolarisés cinq ans après le tremblement de terre, alors que seulement 50 % d'entre eux y étaient présents avant la catastrophe. Cependant, l'accès à l'éducation dans des contextes d'urgence souffre trop souvent d'un manque de financement, et ne permet pas toujours de créer les opportunités nécessaires en vue d'une amélioration durable (Sanderson and Ramalingam, 2015: 25).

F. Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (MEAL)



Le monitoring et l'évaluation sont particulièrement importants dans les contextes post-séismiques étant donné que les besoins des populations affectées peut évoluer rapidement.

Après une catastrophe telle qu'un tremblement de terre, les agences humanitaires sont soumises à des pressions afin de devenir rapidement opérationnelles et répondre aux besoins les plus urgents des populations affectées. Par conséquent, les personnes en charge de mettre en place la réponse portent parfois moins d'attention au suivi et à l'évaluation (S&E) des projets. Cependant, ces éléments sont particulièrement importants à la suite d'un tremblement de terre car, comme mentionné précédemment, les besoins des populations affectées peuvent évoluer rapidement. Le S&E ainsi que l'écriture de rapports peuvent aider à s'assurer que les réponses restent appropriées et efficaces et permettent au projet de s'adapter en temps réel.

Le S&E peut également permettre des améliorations à long-terme de la programmation humanitaire (INTRAC, 2014: 1). Par exemple, les efforts de suivi de réduction des risques en Iran suite au tremblement de terre de 2003 à Gam ont permis de s'assurer que les logements reconstruits étaient plus résistants aux séismes (Sanderson et al., 2012: 26). Néanmoins, en dépit de l'importance primordiale du S&E, seul un nombre limité de documents contenait des leçons apprises sur comment effectuer le S&E à la suite d'un tremblement de terre.

Leçon 15 : Reconnaître la valeur du suivi évaluation et surmonter les obstacles

TRÈS ÉLEVÉE CONFIANCE:

Les humanitaires effectuant du MEAL à la suite d'un tremblement de terre font face à des difficultés similaires à celles d'autres crises soudaines

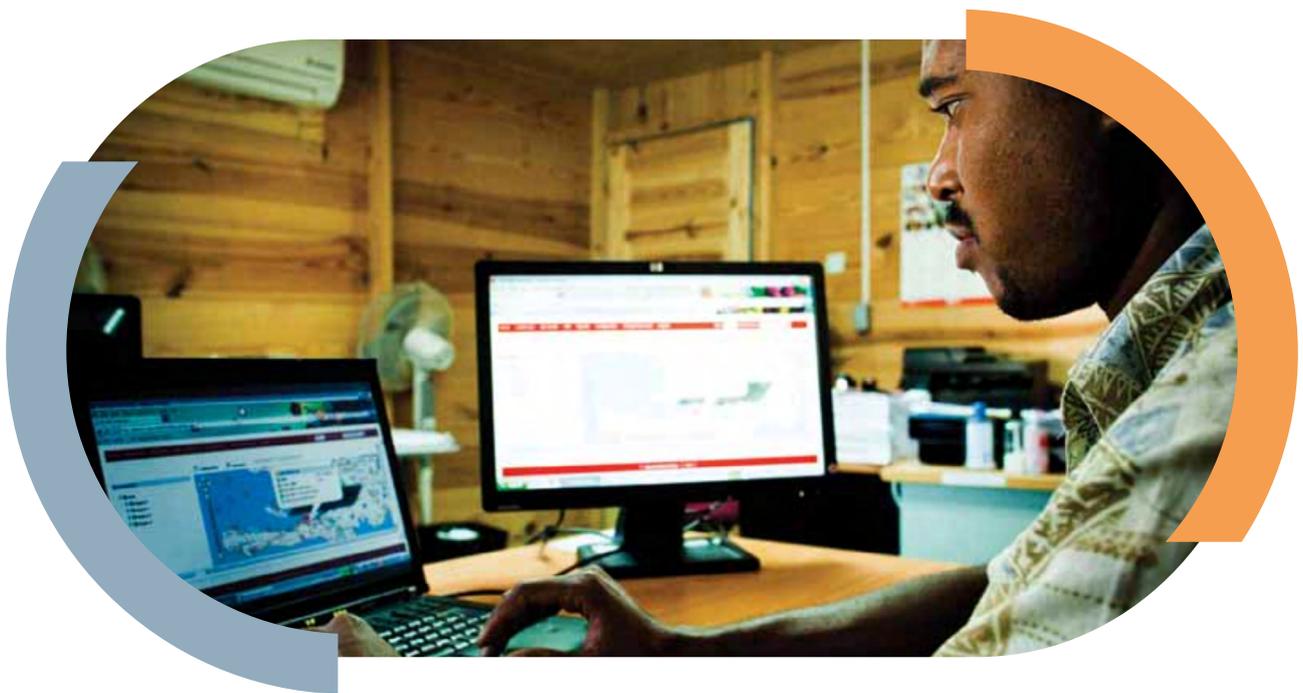
D'après les documents examinés pour ce rapport, les difficultés relatives au S&E suite à un séisme sont relativement similaires quel que soit le contexte, et parmi elles :

- Un manque de volonté pour engager le dialogue avec les populations locales et, en particulier les populations les plus marginalisées (comme indiqué dans les sections précédentes).
- Des objectifs de programme, des résultats et des indicateurs de résultats peu clairs ou pas toujours explicites. Cela empêche les programmes d'évaluer l'atteinte des objectifs (World Bank, 2014; Zissman et al., 2014; World Bank, 2016: 107).
- Des fonds et des capacités insuffisantes dans les unités d'évaluation. Par exemple, l'unité de planification, de suivi et d'évaluation de la FICR en Haïti n'a pas eu la capacité de développer des indicateurs adéquats dans le plan d'action ou de réaliser un suivi des résultats sur la base des visites terrains. L'unité de Port-au-Prince a été tellement submergée par l'écriture des rapports qu'elle n'a pas eu suffisamment de temps à consacrer au suivi du programme (Rees-Gildea and Moles, 2012). Un autre exemple provient du tremblement de terre de Christchurch en 2011 où la Croix-Rouge néo-zélandaise a découvert que l'organisation manquait de la compréhension et du soutien nécessaire pour le S&E. En raison du manque d'expertise interne pour le suivi et l'évaluation (S&E) au sein de l'organisation, celle-ci a eu des difficultés à recueillir les données relatives aux besoins de la communauté (Moody et al., 2018).

L'utilisation de techniques innovantes et flexibles afin de recueillir des données peut contribuer à un suivi rigoureux

Suite à un tremblement de terre, quelques organisations ont utilisé des techniques innovantes afin de récolter des données de suivi de projets. Par exemple, en Haïti, la FICR a utilisé une approche intéressante pour obtenir des commentaires de la part des communautés affectées. L'organisation a mis en place un partenariat avec le centre d'appels Noula afin de traiter les plaintes et les commentaires. Le personnel du centre d'appels a reçu une liste de questions que les ménages affectés allaient probablement leur poser et avait pour mission d'enregistrer les appels afin qu'un suivi ultérieur puisse être fourni si nécessaire. Ce service s'est avéré populaire parmi la population affectée, avec un taux de satisfaction de 85 % et a donc été étendu à d'autres camps de déplacés internes (Rees-Gildea and Moles, 2012: 20).

Les travailleurs humanitaires ayant besoin de réaliser un suivi dans des zones dans lesquelles l'accès est impossible suite à un tremblement de terre peuvent s'inspirer des mécanismes de S&E utilisés dans des contextes de mises en œuvre à distance, suite à un conflit par exemple. Cependant, aucun des documents examinés pour ce rapport n'incluaient de leçons pertinentes à ce sujet.



Après le séisme de 2010 en Haïti, la FICR utilise (past: a utilisé une approche) une approche populaire pour obtenir un retour sur expérience des communautés affectées, en partenariat avec le centre d'appels haïtien Noula afin de gérer les plaintes et le retour d'expérience.

Crédit: Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

G. Coordination

Dans le secteur humanitaire, la coordination met l'accent sur « le rassemblement d'acteurs humanitaires pour assurer une réponse cohérente et fondée sur des principes face aux urgences » (Humanitarian Response, n.d.) Les besoins des communautés affectées étant presque toujours supérieurs aux ressources disponibles, il est impératif que les acteurs humanitaires maximisent leur assistance. L'une des façons de réaliser cet objectif est de prévenir le chevauchement avec les activités d'autres organisations, permettant ainsi de couvrir les besoins de plus personnes. La coordination à la suite d'un tremblement de terre est souvent encore plus compliquée qu'à la suite d'autres types de catastrophes car les infrastructures permettant d'assurer les communications sont souvent endommagées.

De fait, la communauté humanitaire doit coordonner ses efforts afin éviter le chevauchement dans certaines zones et, au contraire, un vide humanitaire dans d'autres.

Leçon 16 : Consacrer suffisamment de temps et d'efforts à la coordination afin d'éviter des impacts négatifs sur la réponse

TRÈS ÉLEVÉE CONFIANCE: 

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles il est particulièrement difficile d'établir des mécanismes de coordination dans des situations suivant un tremblement de terre. Tout d'abord, comme mentionné dans la [Leçon 5 : Réaliser des évaluations des besoins approfondies qui reconnaissent et identifient de façon différenciées les conséquences d'un tremblement de terre sur les différents groupes de populations](#), le contexte complique la logistique : il est probable que les organisations humanitaires et les gouvernements eux-mêmes auront été affectés par le tremblement de terre (IASC, 2010: 17). De plus, suite à un séisme, il arrive fréquemment que des centaines d'organisations affluent au même endroit, sans avoir de vision claire sur leur rôle exact (ACAPS, 2015: 1). Au vu d'une telle situation, il n'est pas surprenant que plusieurs documents examinés pour ce rapport aient mis en avant les nombreux défis rencontrés par les acteurs humanitaires à se coordonner entre eux (Dolan and Ververs, n.d.; Guha-Sapir et al., 2011; Bisri and Beniya, 2016)¹⁴. Ces documents ont mis en évidence une absence de coordination et de partage d'information, qui a souvent eu un impact négatif sur la programmation à travers différentes phases du cycle de projet, comme suit :

- *Évaluation des besoins* : En raison d'un manque de coordination après le séisme au Népal, chaque organisation et institution a effectué sa propre évaluation des besoins au lieu d'échanger des informations (Wendelbo et al., 2016).
- *Conception de projet/planification stratégique* : Lors des premiers jours suivant la catastrophe au Népal, les organisations ne travaillaient pas ensemble. Cela a eu de nombreuses conséquences négatives et en particulier, comme relevé par l'ACAPS : « différentes enveloppes d'aides ont été fournies, il y avait un chevauchement et des lacunes dans la fourniture d'aide » (ACAPS, 2015: 2). Nabi (2014) a observé un manque de coordination similaire à cette étape du projet après le tremblement de terre au Cachemire in Inde¹⁵.
- *Évaluation* : Les rapports d'évaluation n'étant pour la plupart pas partagés entre les organisations, il n'y a pas eu d'échange entre celles-ci afin d'apprendre des échecs et d'améliorer les futurs programmes humanitaires (Rees-Gildea and Moles, 2012: 24).

En dépit de ces difficultés, les documents ont également mis en évidence quelques exemples allant dans le sens d'une coordination réussie. Par exemple, le BCAH a pu établir rapidement un mécanisme de coordination humanitaire en Haïti qui a inclus les centaines d'organisations qui étaient présentes. Cela était réalisable en raison du déploiement de l'équipe des Nations Unies pour l'Évaluation et la Coordination en Cas de Catastrophe (UNDAC) dans les 24 heures suivant le tremblement de terre (Bhattacharjee and Lossio, 2011: 10).

“ S'assurer que la coordination se fasse également avec les acteurs non humanitaires et particulièrement les acteurs militaires. ”

D'autre part, la vaste concentration d'organisations humanitaires à Port-au-Prince aurait pu bénéficier de structures de coordination plus localisées et plus proches des sites de programmation. Cela aurait permis d'éviter des problèmes d'accès à des centres logistiques (ibid.).

Les leçons suivantes sont à retenir pour améliorer la coordination :

- Les premières journées suivant un tremblement de terre sont critiques, il est donc essentiel de se mettre d'accord sur le rôle de chacun. Le manque de personnel approprié peut cependant empêcher cela ([voir la Leçon 10 : Mobiliser des capacités d'intervention d'urgence suffisantes et appropriées](#)). Selon Altay et Labonte (2014), le tremblement de terre d'Haïti illustre bien ce point : le manque de leadership humanitaire qualifié et expérimenté a eu un impact négatif sur l'efficacité de la coordination humanitaire et sur l'échange d'informations aux niveaux opérationnels et stratégiques.
- Établir des procédures et des systèmes visant à s'assurer de la coordination appropriée entre les « grands acteurs » et les organisations locales. En ce qui concerne le secteur de la sécurité alimentaire en Haïti, la coordination entre ces types d'acteurs a été caractérisée comme « au mieux sporadique » et se fondait davantage sur la bonne volonté que sur un processus systématique. Cela a limité la capacité de coordonner les activités au niveau local, au plus près de la mise en œuvre (Klenk, 2017: 9).
- Clarifier très tôt les interactions potentielles entre les organisations en charge des transferts monétaires et les clusters de l'ONU en établissant, par exemple, un mécanisme de coordination multisectoriel pour les activités liées aux transferts monétaires (Kauffmann, 2012: 30-31).
- S'assurer de l'intégration des gouvernements dans les plans de coordination pour promouvoir l'appropriation, par le gouvernement, des activités mises en œuvre. De nombreux documents examinés pour ce rapport ont mis ceci en évidence comme étant une leçon capitale. L'exemple du Pérou a montré que, lors de l'élaboration des clusters, l'ONU devrait consulter le gouvernement national afin d'aligner l'action des clusters et celles des agences gouvernementales spécifiques comme le SINADECI (National System of Civil Defence – système national de défense civile) (Elhawary et Castillo, 2008: 21).
- S'assurer que la coordination a également lieu avec les acteurs non humanitaires, en particulier les acteurs militaires. Lu et Xu (2015) et Shui (2009) ont noté que la coordination avec les militaires après le tremblement de terre de 2008 à Wenchuan en Chine était plus difficile que la coordination avec les partenaires traditionnels (par ex. les ONG locales, les OSC, etc.) et ce, alors même que les militaires jouaient un rôle crucial dans la protection des communautés (IASC, 2010).
- Changer les indicateurs de réussite en matière de bonne coordination. Il est essentiel de rappeler que la coordination n'est pas une fin en soi, mais un moyen visant à améliorer la qualité des programmes humanitaires. Le niveau approprié de coordination dépend du contexte. Toutes les catastrophes de grande ampleur entraînent un certain niveau de chaos et cela n'est pas toujours une mauvaise chose. Selon un représentant de haut niveau de l'ONU, le manque de structuration des mécanismes de coordination lors des premiers mois suivants le séisme en Haïti ont permis à des acteurs locaux et de petite taille de contribuer de façon plus significative à l'amélioration de la situation. La communauté humanitaire estime trop souvent que « plus de coordination, c'est mieux » (Knox Clarke et Campbell, 2015). Cela peut être vrai, mais à la condition que la coordination permette de sauver d'avantage de vies (de Ville de Goyet et al., 2011: 139).

Notes en fin d'ouvrage

1. Les tsunamis dépassent donc le cadre de ce rapport étant donné qu'ils exigent une réponse sensiblement différente par rapport à celle des tremblements de terre se produisant sur la terre ferme.
2. Bien que ce rapport ait été principalement rédigé pour aider les praticiens à l'occasion de leurs futurs programmes à la suite d'un tremblement de terre, il contient plusieurs leçons utiles pour les donateurs, les organisations internationales, et les chercheurs.
3. La décision de choisir la période comprise entre 2008 et 2018 est fondée sur la supposition que le Rapport d'ALNAP de 2008 contenait déjà les leçons tirées des documents relatifs aux interventions ultérieures.
4. Le secteur privé est de plus en plus intéressé par la collaboration avec le secteur humanitaire pour différentes raisons, y compris l'amélioration du bien-être de la communauté et la croissance de la réputation de la marque. Pour davantage d'informations à ce sujet, se référer à Zyck et Kent (2014: 10).
5. Par exemple, Oxfam (2016: 6) indique qu'au Népal, plus de 60 % des femmes qui ont leurs règles ont signalé des difficultés à accéder à des produits d'hygiène féminine, ce qui illustre le caractère inadéquat de la réponse. De manière similaire, une évaluation a signalé qu'au Népal, les allocations en espèces ne prenaient pas en compte les besoins spécifiques des ménages dirigés par des femmes, comme engager des porteurs pour aider au transport des matériaux de construction ou des travailleurs pour entreprendre les efforts de reconstruction (Barber, 2016: 11). Amnesty International (2011) et Standing et al. (2016) ont également signalé que la communauté humanitaire n'avait pas répondu aux besoins des femmes et des filles déplacées après les tremblements de terre au Népal et en Haïti. Cohen et Figaro (2014) ont fourni des exemples sur la manière dont les besoins sanitaires et de santé des femmes n'ont pas été bien pris en compte dans la réponse au tremblement de terre de 2010 en Haïti (voir la section III.5.1 pour davantage d'informations à ce sujet).
6. Réaliser des évaluations dans des zones isolées peut également représenter un défi. Néanmoins, les auteurs n'ont rien abordé à ce sujet dans ce rapport, vu que les documents examinés ne mentionnaient pas de leçons spécifiques à la réalisation d'évaluations dans ces zones.
7. Par exemple, voir Cohen et Figaro (2014).
8. Pour davantage d'informations à sujet du déblaiement des décombres, se référer à Hooper (2018).
9. Si un époux a migré, mais que le titre de propriété du terrain est à son nom, l'épouse doit apporter la preuve du mariage pour pouvoir accéder à une aide humanitaire d'urgence. Si le certificat de mariage est perdu, un système de vérification communautaire peut être utilisé. Cependant, il y a des risques d'abus associés et ce système est entièrement fondé sur les compétences des représentants locaux. Voir le rapport d'Oxfam « I am alone » : Single women and the Nepal Earthquake (« je suis seule » : les femmes célibataires et le tremblement de terre du Népal).
10. Les règles « connais ton client » (KYC) se réfèrent à la « vérification de l'identité que les institutions financières effectuent afin de se conformer aux réglementations financières nationales. (Elles) sont conçues pour combattre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les autres menaces pour le système financier qui y sont liées ». Pour plus d'informations, voir ELAN (2016).

11. Il est possible de trouver les leçons relatives à d'autres secteurs à la [Section C. Planification stratégique](#). Aucune leçon spécifique au tremblement de terre n'a été trouvée en matière de sécurité alimentaire, moyens de subsistance et reprise économique. Cependant, ces sujets sont abordés dans la [Leçon 8 : Localiser des espaces pour stocker les débris et, le cas échéant, utiliser, à court terme, une modalité d'aide conditionnelle pour les déblayer](#) (avec une aide « argent contre travail/nourriture contre travail » et une aide en espèces). Aucune leçon pertinente relative à la nutrition n'a été trouvée dans les documents examinés pour ce rapport.
12. Pour obtenir davantage d'informations à propos de « mieux reconstruire », se référer au Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNISDR) (2017).
13. Pour davantage d'informations à ce sujet, se référer à IFRC (2011).
14. La coordination avec d'autres acteurs (du secteur privé et public) a été traitée à la Section A. À travers le cycle de projet.
15. Bien que ce tremblement de terre ait été auparavant désigné comme étant le tremblement de terre du Cachemire au Pakistan de 2005, il a également touché la zone indienne du Cachemire (Nabi 2014), c'est la raison pour laquelle il y est fait référence ici comme un séisme ayant eu lieu en Inde.

Bibliographie

Les publications suivantes peuvent également être trouvées sur le site d'ALNAP, via la Humanitarian Evaluation Learning et Performance (HELP) Library : www.alnap.org/help-library/ ACAPS (2015) 'Lessons learned for Nepal earthquake response' (<https://www.alnap.org/help-library/lessons-learned-for-nepal-earthquake-response-0>)

ALNAP (2015) *State of the humanitarian system*. ALNAP Study. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-report-2015>)

Altay, N. and Labonte, M. (2014) 'Challenges in humanitarian information management and exchange: evidence from Haiti'. *Disasters*, 38(s1): s50-72 (<https://www.alnap.org/help-library/challenges-in-humanitarian-information-management-and-exchange-evidence-from-haiti-0>)

Amnesty International (2011) 'Aftershocks: women speak out against sexual violence in Haiti's camps' (<https://www.alnap.org/help-library/aftershocks-women-speak-out-against-sexual-violence-in-haiti%E2%80%99s-camps>)

Ansari, A. (2010a) *Haiti: a once-in-a-century chance for change - beyond reconstruction: re-envisioning Haiti with equity, fairness, and opportunity*. Oxford: Oxfam International (<https://www.alnap.org/help-library/haiti-a-once-in-a-century-chance-for-change>)

Ansari, A. (2010b) *Reconstructing Haiti*. Oxford: Oxfam International (<https://www.alnap.org/help-library/oxfam-briefing-note-reconstructing-haiti>)

Audefroy, J. F. (2011) 'Haiti: post-earthquake lessons learned from traditional construction'. *Environment and Urbanization*, 23(2): 447-462 (<https://www.alnap.org/help-library/haiti-post-earthquake-lessons-learned-from-traditional-construction>)

Baker, J. and Narayanan, U. (2016) *Independent evaluation of the NRC expert deployment/NORCAP response to the Nepal 2015 earthquake* (<https://www.alnap.org/help-library/norcap-response-to-the-nepal-2015-earthquake>)

Barber, R. (2016) *Did the humanitarian response to the Nepal earthquake ensure no one was left behind? A case study on the experience of marginalised groups in humanitarian action*. Save the Children (<https://www.alnap.org/help-library/did-the-humanitarian-response-to-the-nepal-earthquake-ensure-no-one-was-left-behind-a>)

Bhattacharjee, A. (2016) *After-action review of Nepal earthquake response*. UNDP Crisis Response Unit (<https://www.alnap.org/help-library/after-action-review-of-nepal-earthquake-response>)

Bhattacharjee, A. and Lossio, R. (2011) *Evaluation of OCHA response to the Haiti earthquake. Final report*. OCHA (<https://www.alnap.org/help-library/evaluation-of-ocha-emergency-response-to-the-haiti-earthquake>)

Bisri, M. and Beniya, S. (2016) 'Analyzing the national disaster response framework and inter-organizational network of the 2015 Nepal/Gorkha earthquake'. *Procedia Engineering*, 159: 19-26 (<https://www.alnap.org/help-library/analyzing-the-national-disaster-response-framework-and-inter-organizational-network-of>)

Brady, C. (2012) *An Emergency Market Mapping and Analysis study: changing responses to the Haiti earthquake*. Oxford: Oxfam GB (<https://www.alnap.org/help-library/an-emergency-market-mapping-and-analysis-study-changing-responses-to-the-haiti>)

Chaudhary, P., Vallese, G., Thapa, M., Alvarez, V.B., Pradhan, L.M., Bajracharya, K., Sekine, K., Adhikari, S., Samuel, R. and Goyet, S. (2017) 'Humanitarian response to reproductive and sexual health needs in a disaster: the Nepal earthquake 2015 case study'. *Reproductive Health Matters*, 25(51): 25-39 (<https://www.alnap.org/help-library/humanitarian-response-to-reproductive-and-sexual-health-needs-in-a-disaster-the-nepal>)

Chen, K., with Zhang, Q. and Hsu, C. (2016) *Earthquake lessons from China: coping and rebuilding strategies*. Washington DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI) (<https://www.alnap.org/help-library/earthquake-lessons-from-china-coping-and-rebuilding-strategies>)

Christian Aid (2012) *Haiti: unconditional cash transfers – lessons learnt*. London: Christian Aid (<https://www.alnap.org/help-library/haiti-unconditional-cash-transfers-%E2%80%93-lessons-learnt>)

de Ville de Goyet, C., with Sarmiento, J. and Grünewald, F. (2011) *Health response to the earthquake in Haiti, January 2010. Lessons to be learned for the next massive sudden-onset disaster*. Washington DC: Pan American Health Organization (<https://www.alnap.org/help-library/health-response-to-the-earthquake-in-haiti-january-2010-lessons-to-be-learned-for-the>)

Clermont, C., with Sanderson, D., Sharma, A. and Spraos, H. (2011) *Urban disasters – lessons from Haiti. Study of member agencies' responses to the earthquake in Port Au Prince, Haiti, January 2010*. (<https://www.alnap.org/help-library/urban-disasters-%E2%80%93-lessons-from-haiti-study-of-member-agencies%E2%80%99-responses-to-the>)

Cohen, M. (2012) *Haiti: the slow road to reconstruction – two years after the earthquake*. Oxfam Briefing Note. Oxford: Oxfam International (<https://www.alnap.org/help-library/haiti-the-slow-road-to-reconstruction-two-years-after-the-earthquake>)

Cohen, M. and Figaro, J. (2014) *Urban disaster response and recovery: gender-sensitive WASH programming in post-earthquake Haiti*. Oxford: Oxfam GB (<https://www.alnap.org/help-library/urban-disaster-response-and-recovery-gender-sensitive-wash-programming-in-post>)

Cook, A., with Shrestha, M. and Htet, Z. (2018) 'An assessment of international emergency disaster response to the 2015 Nepal earthquakes'. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 31: 535-547 (<https://www.alnap.org/help-library/an-assessment-of-international-emergency-disaster-response-to-the-2015-nepal>)

Cosgrave, J. (2008) *Responding to earthquakes 2008. Learning from earthquake relief and recovery operations*. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/responding-to-earthquakes-learning-from-earthquake-relief-and-recovery-operations>)

Davidson, S. (2011) *A review of the IFRC-led shelter cluster Haiti 2010*. IFRC (<https://www.alnap.org/help-library/a-review-of-the-ifrc-led-shelter-cluster-haiti-2010>)

Deters, L. (2011) *The use and impact of ECD kits: post-earthquake Haiti 2010*. UNICEF (<https://www.alnap.org/help-library/the-use-and-impact-of-eed-kits-post-earthquake-haiti-2010-0>)

Development Initiatives (2018) 'Defining humanitarian aid' (online) (<https://www.alnap.org/help-library/defining-humanitarian-aid>)

Dillon, N. and Campbell, L. (2018) *Lessons papers: a Methods Note*. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/lessons-papers-a-methods-note>)

Dolan, C. and Ververs, M. (n.d.) 'The Haiti earthquake – country and global level cluster coordination experiences and lessons learnt' (<https://www.alnap.org/help-library/the-haiti-earthquake-country-and-global-level-cluster-coordination-experiences-and>)

- ELAN (2016) 'Tip sheet - Know Your Customer (KYC) regulations'. The Electronic Cash Transfer Learning Action Network (<https://www.alnap.org/help-library/tip-sheet-know-your-customer-kyc-regulations>)
- Elhawary, S. and Castillo, G. (2008) *The role of the affected state: a case study on the Peruvian earthquake response*. HPG Working Paper. London: Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (ODI) (<https://www.alnap.org/help-library/the-role-of-the-affected-state-a-case-study-on-the-peruvian-earthquake-response>)
- Gerdin, M., Wladis, A. and von Schreeb, J. (2012) 'Foreign field hospitals after the 2010 Haiti earthquake: how good were we?' *Emergency Medicine Journal*, 30(1): e8 (<https://www.alnap.org/help-library/foreign-field-hospitals-after-the-2010-haiti-earthquake-how-good-were-we>)
- Groupe URD (2011) *Beyond emergency relief in Haiti – January 2011*. Paris: Groupe URD (<https://www.alnap.org/help-library/beyond-emergency-relief-in-haiti>)
- Grünewald, F. and Burlat, A. (n.d.) 'Groupe URD - tremblement de terre au Népal : une synthèse de la réponse et quelques leçons apprises' (<https://www.alnap.org/help-library/groupe-urd-tremblement-de-terre-au-n%C3%A9pal-une-synth%C3%A8se-de-la-r%C3%A9ponse-et-quelques-le%C3%A7ons>)
- Grünewald, F., Kauffmann, D., Boyer B. and Patinet, J. (2011) *Real-time evaluation of humanitarian action supported by DG ECHO in Haiti : 2009-2011*. Paris: Groupe URD (<https://www.alnap.org/help-library/real-time-evaluation-of-humanitarian-action-supported-by-dg-echo-in-haiti-2009-2011>)
- Guha-Sapir, D., Kirsch, T., Dooling, S. and Sirois, A. (2011) *Independent review of the U.S. government response to the Haiti earthquake*. United States Agency for International Development (USAID)/Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA) (<https://www.alnap.org/help-library/independent-review-of-the-us-government-response-to-the-haiti-earthquake-0>)
- Haddaway, N., Collins, A., Coughlin, D. and Kirk, S. (2015) 'The role of Google Scholar in evidence reviews and its applicability to grey literature searching'. *PLoS One*, 10(9): e0138237 (<https://www.alnap.org/help-library/the-role-of-google-scholar-in-evidence-reviews-and-its-applicability-to-grey-literature>)
- Hall, M.L., Lee, A.C.K., Cartwright, C., Marahatta, S., Karki, J. and Simkhada, P. (2017) 'The 2015 Nepal earthquake disaster: lessons learned one year on'. *Public Health*, 145: 39-44 (<https://www.alnap.org/help-library/the-2015-nepal-earthquake-disaster-lessons-learned-one-year-on>)
- Hallam, A. (2011) *Harnessing the power of evaluation in humanitarian action: an initiative to improve understanding and use of evaluation*. ALNAP Working Paper. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/harnessing-the-power-of-evaluation-in-humanitarian-action-an-initiative-to-improve>)
- Hartberg, M., Proust, A. and Bailey, M. (2011) *From relief to recovery: supporting good governance in post-earthquake Haiti*. Oxford: Oxfam (<https://www.alnap.org/help-library/from-relief-to-recovery-supporting-good-governance-in-post-earthquake-haiti>)
- Higgins, J.P.T. and Green, S. (eds) (2011) *Cochrane handbook for systematic reviews of interventions*. Version 5.1. (<https://www.alnap.org/help-library/cochrane-handbook-for-systematic-reviews-of-interventions>)
- Hirano, S. (2012) *Learning from the urban transitional shelter response in Haiti*. Catholic Relief Services (<https://www.alnap.org/help-library/learning-from-the-urban-transitional-shelter-response-in-haiti>)
- Hooper, M. (2018) 'When diverse norms meet week plans: the organisational dynamics of urban rubble clearance in post-earthquake Haiti'. *International Journal of Urban and Regional Research*, 42(5): 1-21 (<https://www.alnap.org/help-library/when-diverse-norms-meet-week-plans-the-organisational-dynamics-of-urban-rubble>)

Humanitarian Coalition (2015) 'What is a humanitarian emergency?' Factsheet (online) (<https://www.alnap.org/help-library/what-is-a-humanitarian-emergency>)

Humanitarian Response (n.d.) 'Humanitarian coordination' (online) (<https://www.alnap.org/help-library/humanitarian-response-coordination>)

Humanitarian Platform (2018) 'Strategic response planning: overview' (online) (<https://www.alnap.org/help-library/strategic-response-planning-overview>)

Inter-Agency Standing Committee (2015) 'IASC reference module for the implementation of the humanitarian programme cycle' (<https://www.alnap.org/help-library/iasc-reference-module-for-the-implementation-of-the-humanitarian-programme-cycle-2015>)

Inter-Agency Standing Committee (2010) *Response to the humanitarian crisis in Haiti: achievements, challenges and lessons to be learned*. IASC (<https://www.alnap.org/help-library/response-to-the-humanitarian-crisis-in-haiti-following-the-12-january-2010-earthquake-0>)

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) (2011) *PASSA: participatory approach for safe shelter awareness*. Geneva: IFRC (<https://www.alnap.org/help-library/passa-participatory-approach-for-safe-shelter-awareness>)

INTRAC (2014), 'Context and sustainability: monitoring and evaluating humanitarian aid'. The Newsletter of INTRAC (<https://www.alnap.org/help-library/context-and-sustainability-monitoring-and-evaluating-humanitarian-aid>)

Jackson, R. (2015) *Rebuilding a more resilient Nepal: key recommendations for reconstruction and recovery*. Oxford: Oxfam GB (<https://www.alnap.org/help-library/rebuilding-a-more-resilient-nepal-key-recommendations-for-reconstruction-and-recovery>)

Jackson, R., Fitzpatrick, D. and Man Singh, P. (2016) *Building back right: ensuring equality in land rights and reconstruction in Nepal*. Oxford: Oxfam GB (<https://www.alnap.org/help-library/building-back-right-ensuring-equality-in-land-rights-and-reconstruction-in-nepal>)

Jha, A.K., Barenstein, J., Phelps, P., Pittet, D. and Sena, S. (2010) *Safer homes, stronger communities: a handbook for reconstructing after natural disasters*. Washington DC: World Bank (<https://www.alnap.org/help-library/safer-homes-stronger-communities-a-handbook-for-reconstructing-after-natural-disasters>)

Juillard, H. (2017) 'Cash based interventions guidance note'. United Nations Development Programme (UNDP) (unpublished)

Kauffmann, D. (2012) *Review of cash-transfer coordination in Haiti following the earthquake of January 2010*. Cash Learning Partnership (CaLP) (<https://www.alnap.org/help-library/review-of-cash-transfer-coordination-in-haiti-following-the-earthquake-of-january-2010>)

Kilby, P. and Williamson, K. (2011) 'NGO and community-oriented disaster response: lessons from the humanitarian response to the Asian tsunami in India and the Jogjakarta earthquake in Indonesia' in Shondell Miller, D. and Rivera, J.D. (eds) *Comparative emergency management: examining global and regional responses to disasters*. CRC Press LLC (<https://www.alnap.org/help-library/ngo-and-community-oriented-disaster-response-lessons-from-the-humanitarian-response-to>)

Kirk, J. (2008) *Building back better: post-earthquake responses and educational challenges in Pakistan*. Paris: UNESCO/International Institute for Educational Planning (IIEP) (<https://www.alnap.org/help-library/building-back-better-post-earthquake-responses-and-educational-challenges-in-pakistan>)

Klenk, J. (2017) *Report on three capitalization workshops focused on good practices and lessons learned by the food security sector* (<https://www.alnap.org/help-library/three-capitalization-workshops-focused-on-good-practices-and-lessons-learned-by-the>)

- Knox Clarke, P. and Campbell, L. (2015) *Exploring coordination in humanitarian clusters*. ALNAP Study. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/exploring-coordination-in-humanitarian-clusters>)
- Langer, L., Stewart, R. and Winters, N. (2014) *Mixed-methods critical appraisal tool*. Department of Planning, Monitoring and Evaluation. Africa Evidence Network
- Lu, Y. and Xu, J. (2015) 'NGO collaboration in community post-disaster reconstruction: field research following the 2008 Wenchuan earthquake in China'. *Disasters* 39(2): 258-278. (<https://www.alnap.org/help-library/ngo-collaboration-in-community-post-disaster-reconstruction-field-research-following>)
- Macrae, G. (2008) 'Could the system work better? Scale and local knowledge in humanitarian relief'. *Development in Practice*, 18(2) (<https://www.alnap.org/help-library/could-the-system-work-better-scale-and-local-knowledge-in-humanitarian-relief-0>)
- McGearty, S., O'Hagan, P. and Montinard, M. (2012) "Together we are stronger": an independent final evaluation of the action by Churches Together Alliance Haiti appeal HTI-101. ACT (Action by Churches Together) Alliance (<https://www.alnap.org/help-library/together-we-are-stronger-an-independent-final-evaluation-of-the-action-by-churches>)
- MercyCorps (2007) *Guide to cash-for-work programming*. Portland, Oregon: MercyCorps (<https://www.alnap.org/help-library/guide-to-cash-for-work-programming>)
- Mohiddin, L. and Smith, G. (2016) *A review of needs assessment tools, response analysis frameworks, and targeting guidance for urban humanitarian response*. International Institute for Environment and Development (IIED) (<https://www.alnap.org/help-library/a-review-of-needs-assessment-tools-response-analysis-frameworks-and-targeting-guidance>)
- Moody, S., Morley, L. and Davidson, C. (2018) *Evaluation of the Canterbury earthquake appeal & recovery programme*. New Zealand Red Cross (<https://www.alnap.org/help-library/evaluation-of-the-canterbury-earthquake-appeal-and-recovery-programme>)
- Mughal, H., Ahmed, S.A., Mumtaz, H., Tanwir, B., Bilal, S. and Stephenson, M. (2015) Kashmir earthquake 2005: learning from the shelter response and rural housing recovery (<https://www.alnap.org/help-library/kashmir-earthquake-2005-learning-from-the-shelter-response-and-rural-housing-recovery>)
- Munich RE (2015) 'Natural disasters – devastating earthquake in Nepal' (<https://www.alnap.org/help-library/natural-disasters-devastating-earthquake-in-nepal>)
- Nabi, P. (2014) 'Coordinating post-disaster humanitarian response: lessons from the 2005 Kashmir earthquake, India'. *Development in Practice*, 24(8): 975-988 (<https://www.alnap.org/help-library/coordinating-post-disaster-humanitarian-response-lessons-from-the-2005-kashmir>)
- Nekoei-Moghadam, M., Amiresmaili, M. and Aradoei, Z. (2016) 'Investigation of obstacles against effective crisis management in earthquake'. *Journal of Acute Disease*, 5(2): 91-95 (<https://www.alnap.org/help-library/investigation-of-obstacles-against-effective-crisis-management-in-earthquake>)
- Oxfam (2016) "I am alone": single women and the Nepal earthquake. Nepal: Oxfam and Women for Human Rights (<https://www.alnap.org/help-library/i-am-alone-single-women-and-the-nepal-earthquake>)
- Puri, J., Aladyesheva, A., Iversen, V. Ghorpade, Y. and Brück, T. (2014) *What methods may be used in impact evaluations of humanitarian assistance?* Working Paper 22. International Initiative for Impact Evaluation (3ie) (<https://www.alnap.org/help-library/what-methods-may-be-used-in-impact-evaluations-of-humanitarian-assistance>)

- Rees-Gildea, P. and Moles, O. (2012) *The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies shelter programme in Haiti 2010-2012. Lessons learned*. International Federation of Red Cross & Red Crescent Societies (<https://www.alnap.org/help-library/lessons-learned-best-practices-the-international-federation-of-red-cross-and-red>)
- Roussel, P. (2016) 'Exploring emergency communication experiences in response to the 2010 Haiti earthquake: lessons learned from international donors and local government agencies'. *Theses & Dissertations*, May (<https://www.alnap.org/help-library/exploring-emergency-communication-experiences-in-response-to-the-2010-haiti-earthquake>)
- Sanderson, D. and Ramalingam, B. (2015) *Nepal earthquake response: lessons for operational agencies*. ALNAP Lessons Paper. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/nepal-earthquake-response-lessons-for-operational-agencies>)
- Sanderson, D., Knox Clarke, P. and Campbell, L. (2012) *Responding to urban disasters: learning from previous relief and recovery operations*. London: ALNAP/ODI (<https://www.alnap.org/help-library/responding-to-urban-disasters-learning-from-previous-relief-and-recovery-operations>)
- Sanderson, D., Sharma, A., Kennedy, J. and Burnell, J. (2014) 'Lost in Transition: Principles, practice and lessons from Haiti for urban post-disaster shelter recovery programs'. *Asian Journal of Environment and Disaster Management (AJEDM)*, 6(2): 131-151 (<https://www.alnap.org/help-library/lost-in-transition-principles-practice-and-lessons-from-haiti-for-urban-post-disaster>)
- Save the Children (2015) *Haiti earthquake: five years on. Results and lessons learned*. Save the Children (<https://www.alnap.org/help-library/haiti-earthquake-five-years-on-results-lessons-learned>)
- UNICEF (2009) 'Sichuan earthquake one year report May 2009' (online) (<https://www.alnap.org/help-library/sichuan-earthquake-one-year-report-may-2009>)
- Smith, G., McCormack, R., Jacobs, A., Chopra, A., Vir Gupta, A. and Abell, T. (2018) *The state of the world's cash report – cash transfer programming in humanitarian aid*. CaLP (<https://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-world%E2%80%99s-cash-report-cash-transfer-programming-in-humanitarian-aid>)
- Solidarités International (2017) *Community approach and institutional support in urban areas – the experience of Solidarités International in Christ Roi neighbourhood in Port-Au-Prince, Haiti* (<https://www.alnap.org/help-library/community-approach-and-institutional-support-in-urban-areas-%E2%80%93-the-experience-of-0>)
- Standing, K., Parker, S. and Bista, S. (2016) 'Grassroots responses to violence against women and girls in post-earthquake Nepal: lessons from the field'. *Gender & Development* 24(2): 187-204 (<https://www.alnap.org/help-library/grassroots-responses-to-violence-against-women-and-girls-in-post-earthquake-nepal>)
- Tafti, M.T. and Tomlinson, R. (2015) 'Best practice post-disaster housing and livelihood recovery interventions: winners and losers'. *International Development Planning Review*, 37(2): 165-185 (<https://www.alnap.org/help-library/best-practice-post-disaster-housing-and-livelihood-recovery-interventions-winners-and-0>)
- United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR) (2017) *Build back better in recovery, rehabilitation and reconstruction* (<https://www.alnap.org/help-library/build-back-better-in-recovery-rehabilitation-and-reconstruction>)
- Vahanvati, M. and Mulligan, M. (2017) 'A new model for effective post-disaster housing reconstruction: lessons from Gujarat and Bihar in India'. *International Journal of Project Management*, 35: 802-817 (<https://www.alnap.org/help-library/a-new-model-for-effective-post-disaster-housing-reconstruction-lessons-from-gujarat-and>)

Wendelbo, M., La China, F., Dekeyser, H., Taccetti, L., Mori, S., Aggarwal, V., Alam, O., Savoldi, A. and Zielonka, R. (2016) *The crisis response to the Nepal earthquake: lessons learned*. European Institute for Asian Studies (<https://www.alnap.org/help-library/the-crisis-response-to-the-nepal-earthquake-lessons-learned>)

Withers, L. and Dahal, N. (2015) *After the earthquake: Nepal's children speak out*. Save the Children/Plan International/UNICEF/World Vision International (<https://www.alnap.org/help-library/after-the-earthquake-nepals-children-speak-out-nepal-childrens-earthquake-recovery>)

World Bank (2016) *What did we learn? The shelter response and housing recovery in the first two years after the 2010 Haiti earthquake*. Washington DC: World Bank (<https://www.alnap.org/help-library/what-did-we-learn-the-shelter-response-and-housing-recovery-in-the-first-two-years>)

World Bank (2014) 'How to develop effective disaster relief programs – lessons from vulnerable countries' 10 September (<https://www.alnap.org/help-library/how-to-develop-effective-disaster-recovery-programs-%E2%80%93-lessons-from-vulnerable-countries>)

Young, P. and Henderson, E. (2010) *The Haiti earthquake: an urban solution*. Oxfam (<https://www.alnap.org/help-library/the-haiti-earthquake-an-urban-solution>)

Zissman, M., with Evans, J., Holcomb, K. and Jones, D. et al. (2014) 'Development and use of a comprehensive humanitarian assessment tool in post-earthquake Haiti'. *Procedia Engineering*, 78: 10-21 (<https://www.alnap.org/help-library/development-and-use-of-a-comprehensive-humanitarian-assessment-tool-in-post-earthquake>)

Zyck, S. and Kent, R. (2014) *Humanitarian crises, emergency preparedness and response: the role of business and the private sector*. Final report. London: ODI. (<https://www.alnap.org/help-library/final-report-humanitarian-crises-emergency-preparedness-and-response-the-role-of>)



 **ALNAP**

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road
London SE1 8NJ
United Kingdom

T + 44 (0)20 7922 0388

E alnap@alnap.org